

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą :

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON :

TRUDAINÉ 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger :

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINÉ 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA POLOGNE et le FUTUR ÉQUILIBRE EUROPÉEN



Après la guerre victorieuse, lorsque la Pologne prussienne (9 millions d'h.), l'Alsace-Lorraine (2 millions), le Slesvig-Holstein (1,8 million) seront délivrés, la population serait de :

en France **42** millions, en Allemagne **57** millions d'habitants,

sans tenir compte des pertes de guerre et de blocus, plus élevées en Allemagne qu'en France.

La population de la Pologne prussienne constitue **12,8 %** de celle de l'Allemagne.

La production de la Pologne prussienne, par rapport à celle de l'Allemagne, se présente comme suit :

1915	TONNES		1915	TONNES	
Pommes de terre.....	14.177.000, soit 26 %	de celle de l'Allemagne	Houille.....	43.629.000, soit 23 %	de celle de l'Allemagne
Blé.....	4.511.000, — 21 %	—	Plomb.....	49.000, — 49 %	—
(Froment, seigle, avoine, orge)			Zinc.....	203.000, — 67 %	—
Betteraves à sucre.....	2.216.000, — 20 %	—			

De cette production de la Pologne prussienne, il a été consommé en 1915 par le reste de l'Allemagne :

51 % de Pommes de terre	soit 7.268.000 tonnes.
38 % — Blé	— 1.713.000 —
37 % — Betteraves	— 812.000 —

Sans la Pologne prussienne, l'Allemagne n'aurait pas été capable de soutenir, même pendant une année, cette guerre qu'elle reprendra tôt ou tard, si elle conserve la Pologne prussienne.

L'Organisation sociale du Royaume de Pologne sous l'occupation austro-allemande

Le 5 août 1915, les troupes russes passèrent sur la rive droite de la Vistule et abandonnèrent la ville de Varsovie à l'ennemi. Tous les fonctionnaires russes partirent avec l'armée, emportant avec eux papiers, archives, documents. Comme Varsovie, ainsi que les autres villes du Royaume de Pologne, ne possédaient pas d'autonomie municipale, étant administrées par des employés russes nommés par le pouvoir central, la ville resta pendant quelques heures livrée à elle-même. Le Comité civique qui avait été constitué dans un but philanthropique pour soulager les misères occasionnées par la guerre passa automatiquement au rang d'une institution officielle et assumait la tâche de régler la vie d'une ville d'un million d'habitants et de subvenir à ses besoins multiples. La nécessité d'une institution de ce genre était si évidente que les armées envahissantes ne purent que reconnaître le fait accompli et en accepter les conséquences.

Les troupes d'occupation entraient à Varsovie, autant qu'on peut s'en rendre compte aujourd'hui, sans idée nettement arrêtée sur la marche à suivre. Elles s'attendaient à des surprises et voulaient régler leur attitude suivant le cours que prendraient les événements. Menaces et cajoleries vis-à-vis de la population polonaise alternaient et se contredisaient sans lien apparent. Ce n'est que progressivement que la situation commença à s'éclaircir. L'administration militaire, légèrement froissée par l'extrême réserve que lui manifestait l'énorme majorité des Polonais, tenait avant tout à garder entre ses mains tout le pouvoir politique pour donner, quoi qu'il arrivât, à la question polonaise une tournure à sa convenance. C'est ainsi que les légions galiciennes, noyau dont pouvait sortir une armée polonaise, furent soigneusement tenues à l'écart de la capitale, c'est ainsi, d'autre part, qu'on se décida à dissoudre (le 13 septembre 1915) le Comité civique central craignant qu'il ne se transformât progressivement en un pouvoir administratif parallèle et peut-être rival du pouvoir militaire allemand. Allemande devait être l'administration gouvernementale du haut en bas de l'échelle. Mais à côté des fonctions purement gouvernementales, il en est d'autres auxquelles la société doit forcément collaborer sous peine de créer un état de désorganisation et d'anarchie dont le pouvoir central lui-même aurait tôt ou tard à souffrir. C'est dans ce sens qu'agit l'administration allemande en laissant subsister le Comité civique de Varsovie. La province pouvait à la rigueur se passer pendant quelque temps du concours de la population autochtone; la ville de Varsovie ne pouvait se contenter d'un régime militaire pour peu que l'état d'occupation se prolongeât. A la tête du Comité se trouvait dès le début le prince Z. Lubomirski auquel le gouvernement d'occupation confia en outre le poste de président de la ville de Varsovie. Il était secondé par le Dr Dniewiczki à titre de vice-président.

En principe le Comité civique devait continuer à remplir seulement les fonctions dont il s'était chargé lors de sa création, soit subvenir aux besoins des classes pauvres réduites par la guerre au plus triste dénûment, mais les événements avaient marché et par la force des choses son action devait s'étendre à des domaines de plus en plus vastes. Tout d'abord elle fut chargée de maintenir l'ordre et d'assurer la sécurité publique. A cet effet le Comité civique organisa une milice municipale à la tête de laquelle fut placé le prince F. Radziwiłł et qui compta bientôt 9.000 membres volontaires. En premier lieu les chefs militaires allemands ne virent pas sans quelque appréhension surgir cette organisation spontanée. Mais par son fonctionnement en même temps correct et énergique, celle-ci ne tarda pas à gagner non seulement la confiance de la population mais encore celle des armées d'occupation. La tâche n'était pas facile. Le service de la police dans une ville d'un million d'habitants parmi lesquels se trouvaient plus de cent mille ouvriers sans travail et des dizaines de mille réfugiés sans occupation et sans domicile fixe, eût été lourde besogne même pour les agents

exercés. La milice fraîchement créée s'en acquitta à souhait. Le zèle des volontaires suppléa à leur manque d'expérience dans les premiers temps, comme la plupart des miliciens remplissaient leurs fonctions pour la bonne cause et d'une manière tout à fait désintéressée. La ville ne dépensait que 25.000 roubles par mois pour l'entretien de 9 000 hommes. Peu à peu cet état de choses changea. Le Comité civique réorganisa la milice sur le modèle d'une police régulière. Actuellement leur nombre ne dépasse pas 1.800 et ils touchent tous un traitement. Le Comité civique eut aussi à prendre soin de l'instruction publique. Nous en reparlerons plus loin en détail. Quant à la justice, le Comité civique voulut également l'organiser autonomiquement, mais il se heurta en cette matière à une opposition irréductible de la part du gouvernement d'occupation. Le conflit aboutit à un arrangement transactionnel qui ménagea les droits de la langue polonaise mais laissa la haute main au gouvernement.

En dehors de ces fonctions qu'on pourrait appeler supplémentaires, le Comité civique de Varsovie avait en premier lieu à se substituer à un conseil municipal inexistant, à le remplacer. Il fallait organiser la vie économique de la ville. A cet effet deux emprunts furent émis par le Comité civique. Un premier de 5 millions de roubles, puis deux consécutifs de 10 millions chacun, furent placés sans difficulté et ne contribuèrent pas peu à relever le prestige moral du Comité (1). A mesure que l'œuvre à accomplir s'étendait et se compliquait, la collaboration de toutes les classes de la société devenait de plus en plus nécessaire. Improvisé tout d'abord et un peu au hasard, le Comité civique se réorganisa graduellement. Le 4 octobre, il s'adjoint par cooptation deux représentants des groupes les plus influents des classes ouvrières. En dehors de ces membres réguliers il appelle des délégués d'organisations ouvrières aux travaux techniques des différentes sections. Le 1^{er} janvier 1915 enfin, le Comité civique se réorganisa foncièrement. Le nombre de ses membres augmenta de 12 (il en comptait précédemment 38) et le vieux cadre — vieux d'à peine quelques mois — se distend et craque au fur et à mesure que les nouvelles fonctions organiques de la société viennent le remplir. Le conseil civique se rapproche de plus en plus d'un conseil municipal. Il s'organisa en 16 commissions que nous croyons utile d'énumérer pour définir le champ d'action qui dorénavant doit lui échoir.

- 1 Commission financière.
- 2 — statistique.
- 3 — de l'assistance publique.
- 4 — des hôpitaux et de la bienfaisance.
- 5 — de l'approvisionnement de la ville.
- 6 — de l'instruction publique
- 7 — des propriétés de la ville.
- 8 — des marchés et des abattoirs.
- 9 — des entreprises municipales.
- 10 — des théâtres municipaux.
- 11 — des cantonnements et réquisitions.
- 12 — du service contre l'incendie.
- 13 — de la voirie et des bâtiments.
- 14 — des conduites d'eau et des égouts.
- 15 — des assurances.
- 16 — de l'hygiène publique.

Le dernier pas qui séparait le Comité civique de Varsovie d'un conseil municipal devait être franchi quelques mois plus tard.

Nous avons parlé jusqu'ici plus spécialement de la ville de Varsovie et de son organisation autonome qui seule avait survécu à l'occupation allemande dans le Royaume de Pologne. Mais les besoins du territoire occupé étaient trop vivants pour pouvoir être soit ignorés, soit réglementés par une administration militaire étrangère de toutes pièces au pays et forcément superficielle. Il ne s'agissait pas seulement de remplacer les fonctionnaires russes, qui avaient dû abandonner leurs postes, mais encore de guérir les plaies saignantes de la guerre. Des milliers et des milliers de propriétaires fonciers grands et petits voyaient leurs foyers et leurs terres ruinées et occupés, ils se trouvaient sans ressources et exposés à la misère. Pire encore était la situation des artisans et des petits commerçants des villes qui n'avaient pas seulement perdu par le feu et la rapine tout ce qu'ils possédaient, mais se trouvaient dans l'impossibilité de trouver

un gagne-pain quelconque. Mais le sort le plus lamentable était celui des ouvriers de la grande industrie. Cette dernière était complètement paralysée, non seulement elle était privée de ses matières premières et de ses débouchés naturels, mais encore ses usines et ses chantiers avaient été en grande partie détruits, démontés, rendus inutilisables, soit par l'armée russe et la retraite, soit par les Allemands à la recherche du cuivre et d'autres matières premières. Des centaines de mille ouvriers se trouvaient donc sans pain et sans possibilité d'en gagner. Il fallait pourvoir au plus nécessaire, subvenir avec l'aide de la charité publique et privée aux besoins les plus pressants, sauver au moins ceux qui étaient les plus désarmés vis-à-vis du terrible fléau, les femmes, les enfants, les malades. La charité à l'intérieur du pays fit des efforts surhumains pour remédier à cet état désespéré. Des comités polonais constitués hors des frontières du Royaume recueillirent des fonds considérables pour soulager les populations sans ressources. A Posen, à Cracovie, on organisa de grandes œuvres de secours. De Vevey, en Suisse, des appels réitérés résonnèrent dans le monde entier pour émuovoir les âmes charitables. Et l'argent commence à affluer de toutes parts. Mais ici se présente une nouvelle difficulté. Vu la disproportion entre les sommes disponibles et la misère effroyable qui règne dans le pays, il s'agit de répartir pour le mieux les secours et à cette fin de prendre tout un ensemble de mesures sociales qui sauraient les préserver de tout gaspillage et leur donneraient un maximum d'efficacité. Aussi des Polonais soucieux du bien public s'adressèrent-ils à l'administration allemande pour obtenir la reconstitution du comité civique central dissous en septembre 1915, comme étant seul capable de mobiliser les bonnes volontés éparses et d'en tirer le parti nécessaire. Vers la fin de l'année 1915 cette autorisation fut accordée. Elle n'admettait pas, il est vrai, la reconstitution formelle du comité civique, le gouvernement allemand ne revenant pas volontiers sur ses décisions, mais elle permettait de parvenir par d'autres voies à un but analogue. La nouvelle institution approuvée par le gouvernement s'appelle conseil tutélaire, avec un organe central à Varsovie. A la tête de cette institution sont placés en occupation allemande le comte Ronikier et Wieniawski en occupation autrichienne H. Dembiński et Stecki après la mort prématurée de H. Dembiński le comte Tarnowski prend sa place. D'après ses statuts il lui incombe : 1° de collaborer à la reconstitution et à la remise en activité des entreprises tant agricoles qu'industrielles, de leur procurer des produits et matières premières indispensables; 2° de pourvoir la population en articles de première nécessité, en particulier en vivres, et de servir à cet effet d'intermédiaire entre la population et les organes du gouvernement, de créer des organisations sociales en vue de combattre l'accaparement; 3° de fonder et de subventionner des asiles pour infirmes, aveugles, etc. et de venir en aide aux organes gouvernementaux en matière sanitaire; 4° de fonder et de subventionner des asiles d'enfants, des crèches, etc.; 5° de distribuer aux nécessiteux des vêtements et des aumônes. Quant aux fonds dont peuvent disposer les conseils tutélaires ils se composent des offrandes recueillies tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger et des fonds que le gouvernement d'occupation pourrait mettre à leur disposition. Voilà les termes qui régissent l'action de la nouvelle institution. Jetons un coup d'œil sur son fonctionnement. Son premier souci devait être tout naturellement de procurer de la nourriture aux affamés. La disette se faisait le plus cruellement sentir dans les centres urbains et industriels, à Varsovie, à Lodz, dans le bassin de Dombrowa. Le pays à lui tout seul ne pouvait par faire face à tous ces besoins. Aussi les conseils tutélaires firent-ils des démarches réitérées pour obtenir la permission de ravitailler ces villes en blé de provenance étrangère. Si ces démarches n'aboutirent pas, comme nous allons l'exposer dans un autre chapitre, la faute n'en est pas imputable aux conseils tutélaires. D'autant plus lourde devenait la tâche de parer coûte que coûte à la famine. Le but n'a certes pu être atteint que partiellement, mais on peut affirmer dès à présent que, si la misère qui pesait sur le pays appauvri et dévasté n'a pas atteint des proportions plus grandes, le mérite en revient en grande partie au labeur dévoué et intelligent des conseils tutélaires.

Mais le ravitaillement à lui seul n'épuise pas leur activité. La reconstruction du pays incendié et en ruines est une autre mission d'une plus

(1) Il est question actuellement d'un nouvel emprunt de 20 millions de roubles.

longue portée encore et qui présente des difficultés non moins grandes. Les conseils tutélaires ont pris la chose en mains et se sont entendus avec des institutions dès avant la guerre, telles que « le cercle des architectes » et « la société pour la protection des monuments historiques », afin d'agir d'après un plan national et concerté. Cette œuvre de longue haleine, de par la nature même des choses, n'en est qu'à son début.

L'organisation des conseils tutélaires s'étage en plusieurs degrés. Le conseil central de Varsovie ne trace que le plan d'ensemble et ne discute que les lignes générales avec le gouvernement d'occupation. Tout le reste est confié aux organisations locales, seul moyen de se préserver de l'esprit formaliste et bureaucratique. Pour donner un court aperçu sur les résultats obtenus, citons quelques chiffres. Il existait à la fin de mai 1916, 58 conseils de districts, 281 conseils urbains, 801 conseils communaux. Leur action s'étendait sur 22.112 villages, 198 bourgades, 83 villes dont la population se montait à 5.495.073 habitants de la campagne et 3.231.204 habitants des villes. Notons encore que les conseils tutélaires fonctionnent uniquement dans un but d'utilité publique sans aucune arrière-pensée, soit politique soit religieuse. Si le pays manquait de tolérance confessionnelle ou nationale, comme on a voulu parfois le faire sous-entendre, il n'aurait pas créé du plus profond de son être et à un moment critique de son existence, une institution unissant tous les citoyens du pays sans distinction pour collaborer à une œuvre commune. Le Conseil tutélaire central de Varsovie dans une circulaire aux conseils locaux, leur prescrit, d'une part, de coopérer autant que possible des paysans intelligents pour faire participer à la tâche toutes les classes de la société dans un esprit démocratique largement compris. D'autre part, il souligne dans une seconde circulaire que les juifs doivent être admis, tout comme les chrétiens, dans les cadres des conseils et des commissions. Ce n'est pas la confession qui doit décider en cette matière, mais le caractère des individus, leur aptitude personnelle et l'expérience qu'ils ont pu acquérir.

(A suivre.)

NOS BRAVES

Stanislas Jaskułowski, sergent, vient d'être décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de Guerre avec palme :

« Jaskułowski (Stanislas), sergent, mle 13413, au 1^{er} rég. de marche au 2^e étranger : sous officier très brave. Le 28 mai 1917, chargé avec sa section de dégager une unité voisine sérieusement engagée, s'est porté très courageusement à l'assaut enlevant vigoureusement sa section. A été blessé très grièvement en exécutant sa mission. » (*Journ. Officiel* du 21 juin 1917.)

Florian Plewiński, sous-lieutenant, vient d'être cité à l'Ordre du jour de l'Armée (Croix de guerre avec palme) :

« Plewiński (Florian), sous-lieutenant à la 6^e compagnie de mitrailleuses au 321^e régiment d'infanterie : officier mitrailleur dont le dévouement et le courage lui avaient valu d'obtenir la médaille militaire après l'attaque du 24 octobre. Au cours de l'attaque du 15 décembre 1916, a donné l'exemple de la plus grande bravoure en entraînant sa section à l'attaque du premier objectif. Blessé grièvement à la cuisse pendant cette progression, et malgré ses souffrances, n'en a pas moins voulu installer lui-même sa section sur les positions qui lui étaient assignées. Sa mission accomplie, ne s'est fait évacuer que sur l'ordre de son chef de bataillon, donnant ainsi le plus bel exemple de courage et d'abnégation. » (*Journ. Officiel* du 22 juin 1917.)

Paul Landowski, volontaire polonais, conducteur d'automobile, vient d'être cité à l'ordre du jour de la division russe en France :

« Pendant les attaques d'avril 1916 en Champagne, a accompli ses fonctions, durant huit jours et huit nuits sans interruption au triage des blessés, s'est trouvé constamment exposé au feu

de l'artillerie ennemie. Signé : Lochwitzky (ordre du 19 juin 1917, N° 116). »

Thadée Mostowski, caporal au Régiment de Marche de la Légion Etrangère (M^{le} 38882) vient d'être cité à l'ordre du corps d'armée :

« Blessé au moment où il se portait à l'attaque d'un fortin garni des mitrailleuses, n'a cessé d'encourager ses hommes, faisant abnégation de ses souffrances. A eu conduite brillante au cours du combat du 17 avril 1917 »

Aux armées, le 9 juin 1917. Le Cap^{te} comm^{le} la C^{ie}. Signé : SANDRÉ.

(Extrait de l'ordre général du ... Corps d'Armée, N° 238 du 19 mai 1917.)

La Pologne démocrate

Au moment où la question polonaise reprend, par la force des événements qui se déroulent actuellement, la place qui lui était due parmi les grands problèmes internationaux de la politique européenne, au moment où l'on commence à se rendre véritablement compte de la nécessité de rétablir l'Etat polonais, il n'est pas sans intérêt de mettre au point une question qui paraît troubler les esprits.

La Pologne a-t-elle suivi l'évolution des idées politiques qui s'est opérée dans la majeure partie des pays de l'Europe, au cours des cent vingt deux ans, où, à de rares intervalles, elle a été privée de son indépendance ? Est-elle devenue une véritable démocratie ou bien est-elle restée « le pays classique des inégalités sociales, la terre rêvée du blason et l'enfer des petites gens », comme certains continuent à le supposer ?

Quant au passé de la Pologne, quant au développement de ses institutions sociales avant les partages, la question ne se pose que par suite d'une série d'erreurs commises même par des historiens de mérite, erreurs que surent admirablement exploiter les ennemis de la Pologne. Que de fois, au Landtag de Prusse, dans ce pays des hobereaux et des inégalités sociales, la thèse de la Pologne féodale et moyenâgeuse ne fut-elle pas développée ? Henri Grappin, dans son excellente étude sur « la Pologne aristocrate », a su réfuter ces erreurs d'une façon magistrale. « La Pologne est tombée, dit-il à la fin de son intéressant travail, non pas pour avoir maintenu le servage, mais pour avoir voulu s'en défaire. Si elle s'est obstinée à quelque chose, ce n'est pas aux traditions, mais aux réformes. Cette légende du servage polonais, fabriquée de bonne heure, dès le XVIII^e siècle, revue et augmentée par les historiens à la solde, n'a jamais servi qu'à masquer les opérations de la politique étrangère et à donner à ses forfaits les apparences de justice et d'humanité dont elle avait besoin pour se couvrir. » D'ailleurs, c'est juste au moment où la Pologne s'apprêtait à réaliser chez elle l'importante réforme de l'émancipation des paysans, en devançant de beaucoup ses ce rapport les autres pays de l'Europe, c'est à ce moment que ses voisins se ligèrent contre elle pour étouffer et noyer dans le sang l'élan généreux des idées humanitaires qui s'y étaient fait jour. La Pologne devenait pour eux un foyer dangereux de théories subversives capables de s'étendre à leurs propres Etats et d'y provoquer des bouleversements, en se propageant dans les masses populaires maintenues jusque là sous la botte de fer du hobereau prussien ou du seigneur moscovite. Le célèbre décret de Polaniec par lequel, en 1793, Thadée Kościuszko, placé par la nation à la tête du premier soulèvement national de la Pologne, appelait les paysans à venir combattre pour la patrie commune et introduisait des améliorations considérables dans le sort de la classe paysanne au point de vue économique et légal, ce décret inquiétait profondément les voisins de la Pologne. « Les Polonais, disait le ministre russe Bezborodko, ont des façons de penser dont on peut redouter la contagion. L'émancipation des serfs et autres choses semblables provoqueraient peut-être une agitation de nos masses rurales. Ces considérations ont décidé la perte de la Pologne et son démembrement. »

Les paroles du ministre russe sont la meil-

leure réponse qu'on puisse fournir à la question que nous avons posée en premier lieu.

La Pologne a non seulement suivi dans l'évolution de ses idées politiques et sociales les autres pays de l'Europe, elle les a toujours devancés. Alors, qu'ailleurs le paysan n'était encore qu'un esclave, une quantité négligeable, en Pologne on songeait déjà à le faire participer à la vie commune du pays, à en faire un citoyen. Loin de servir de repaire à la réaction, la Pologne a au contraire été toujours un foyer ardent d'idées généreuses et avancées. Ses sentiments naturels la portaient vers le progrès et le développement des principes démocratiques qui lui étaient pour ainsi dire innés.

Si ces principes n'étaient au début l'apanage que d'une partie de la nation, notamment de la noblesse, il ne faut pas oublier que cette noblesse n'était pas une caste renfermée en elle-même et inaccessible aux autres classes de la population. Au contraire, aussi bien les bourgeois que les paysans obtenaient facilement à être anoblis. Ils n'avaient qu'à rendre des services éminents au pays pour être admis dans les rangs de la noblesse et bénéficier des mêmes privilèges que les descendants des plus anciennes familles. Les exemples d'anoblissement de villages entiers ne sont pas rares dans l'histoire de la Pologne. Une tendance générale, tendance qui s'est très sensiblement manifestée vers la fin de l'existence politique de l'Etat polonais avait pour but d'étendre le privilège de la noblesse aux plus larges masses de la population. Au lieu de supprimer les privilèges, on désirait tout simplement en faire bénéficier la nation entière. On réalisait ainsi un des principes les plus sublimes de la démocratie. Au lieu de rendre les gens égaux en les privant de droits acquis depuis des siècles, on élevait au niveau des classes privilégiées, celles qui jusque-là avaient été dans une situation inférieure. Si la Pologne avait existé encore une cinquantaine d'années, comme Etat indépendant, libre de régler sa législation et sa vie intérieure on y aurait vu, cas unique dans l'histoire, les privilèges disparaître faute de privilégiés, puisque la nation entière aurait été admise à en bénéficier.

C'était trop beau pour que les voisins de la Pologne qui regardaient d'un œil jaloux ses efforts vers le progrès prennent de plus en plus d'ampleur restassent indifférents et inactifs. L'opinion du ministre russe Bezborodko que nous venons de citer plus haut caractérise admirablement la mentalité de cette époque. La Pologne était un foyer dangereux d'idées subversives. Il fallait le détruire.

Mais si la destruction fut assez rapide, elle ne fut que superficielle. Sous les glaçons du Nord ou sous la botte pesante du Germain, le cœur de la Pologne n'a cessé de battre des mêmes élans généreux. Les principes démocratiques pieusement conservés par les générations nouvelles, comme un héritage sacré de leurs ancêtres, n'ont fait que se développer et devenir plus forts et plus vivants en s'adaptant aux exigences modernes.

La classe rurale forme aujourd'hui en Pologne une partie intégrante de toute la nation et c'est peut-être chez elle qu'il faut chercher le plus fort, le plus profond attachement au sol natal, le sentiment le plus complet de la grandeur et de l'unité de la patrie.

Nous en avons eu récemment un exemple éloquent. Alors que, fidèle à ses traditions de politique prudente et pondérée, le Kolo polonais de Vienne se perdait en palabres inutiles en y cherchant en vain une solution favorable dans la situation plus que compliquée du problème polonais, le député Tetmayer, représentant de la curie paysanne est venu le 16 mai 1917, au nom de ses électeurs, proposer une motion qui a tranché d'un seul coup la question. « La Pologne, a-t-il déclaré, ne peut revivre que dans son unité et son indépendance, avec accès libre à la mer. »

Cette déclaration du député populiste a été certainement un acte d'une hardiesse exceptionnelle. Elle allait à l'encontre de toute la politique que suivait jusque-là la représentation polonaise au Reichsrat. La veille le député national-démocrate Głabiński avait, à vrai dire, déposé une motion analogue demandant une Pologne libre, unifiée et ayant accès à la mer, mais le député Tetmayer posa la question d'une manière bien plus nette.

Alors que Głabiński essayait d'atténuer la hardiesse de ses déclarations en demandant que cette Pologne ainsi reconstituée fût gouvernée par une dynastie de la maison des Habsbourg, Tetmayer rompait avec toutes les traditions de prudence observées jusque-là par le Kolo polo-

nais. Sans plus de ménagements, il réclamait purement et simplement une Pologne indépendante, libre de disposer à son gré de son sort. Sa motion a dû être vraiment très hardie, puisque la censure en a interdit la publication tant en Allemagne qu'en Autriche. Cela ne lui a pas empêché de se répandre dans tout le pays, comme une trainée de poudre. Dans les palais restés encore debout au milieu des ruines du pays dévasté, dans les modestes chaumières qu'a épargnées l'invasion on se la répète de bouche en bouche et on applaudit en silence à la hardiesse du député populiste.

La vérité a jailli des poitrines pleines d'élan généreux des modestes travailleurs de la terre. La Pologne démocrate apparaît dans toute sa force et dans toute sa puissance. Ce n'est plus un parti, ce n'est plus un groupement politique qui se prononce pour l'unification et l'indépendance pure et simple de la terre des Piast, c'est le peuple entier, la partie la plus saine et la plus tenace de la nation qui réclame que l'injustice séculaire soit réparée et que la Pologne revive dans son unité et son indépendance. Et il en sera ainsi, car c'est le peuple qui le veut!

Paul DE NIC.

Le Congrès des soldats polonais pour la création de l'armée polonaise en Russie

On télégraphie au « Temps » :

« Le congrès des soldats polonais siégeant à Petrograd adopta, après de longues délibérations, la résolution suivante au sujet de l'armée polonaise : que les délégués militaires polonais expriment le désir de voir se former une unité combattante particulière composée de Polonais dispersés dans tous les pays.

« Cette résolution fut adoptée par 230 voix sur 263 présents ; 8 votèrent contre et 25 s'abstinrent.

« Le congrès représente des milliers de combattants polonais qui exprimèrent ainsi leur volonté de mener la guerre jusqu'à la victoire finale sur les empires centraux, leur désir de combattre sous les étendards nationaux et d'être encadrés par des officiers polonais. Ainsi constitués, les Polonais formeront une unité combattante sévèrement disciplinée et d'une bravoure éprouvée. »

BOLESŁAW PRUS

« Il y a quelque chose d'étroit dans l'obstination qui refuse à comprendre l'esprit des nations étrangères. Sentir les beautés partout où elles se trouvent n'est pas une délicatesse de moins, mais une faculté de plus. »
BENJAMIN-CONSTANT.

Il est une façon de voyager qui me paraît infiniment agréable. Vous prenez un livre du rayon de la bibliothèque, une bonne œuvre maîtresse d'un écrivain étranger, — et vous voilà parti à travers l'espace, à la conquête des sites jamais vus, des âmes inconnues, de la vie « inédite ». Et quoique vous soyez guidé par des visions toutes faites, rien ne vous empêche, lors de ces excursions imaginaires, d'aller, du fond de votre fauteuil-voltaire, à la recherche de vos propres découvertes. Libre à vous de prolonger le rêve de l'auteur de toute la longueur de votre rêve. Pour peu que vous ayez quelconque fantaisie, vous doublerez ses observations de vos observations personnelles, vous glanerez ça et là, à travers les pages, d'heureuses trouvailles, — et vous complèterez ainsi votre cabinet d'estampes par de nouvelles images et votre collection d'histoire naturelle, par de nouvelles espèces ; vous enrichirez votre herbier sentimental de fleurs et de plantes qui vous manquaient jusqu'ici, et vous augmenterez, peut-être, votre symphonie intérieure de quelques nouveaux accords.

Mais pour cela, il faut connaître les langues étrangères. Pourtant tout le monde ne peut pas être polyglotte : cet avantage étant réservé d'habitude aux grands linguistes, aux employés des sleeping-car et aux portiers imposants des palace-hôtels. Restent donc les traductions... quand il y en a. Et en France...

Mon Dieu ! j'ai dit assez de mal des Allemands pour pouvoir en dire quelque chose de bien ; une fois ne fait pas coutume. Alors, *cuique suum* : les Allemands sont accueillants aux productions d'esprit des autres nations, plus accueillants que les Français, et sans comparaison plus que nos

amis les Anglais. Leur littérature abonde en traductions, et tout ce qui présente une valeur est vite adapté, mieux... adopté en Allemagne. Quelle qu'en soit la raison : leurs tendances « annexionnistes », accapareuses, ou encore, la curiosité naturelle, la volonté de pénétrer la pensée des autres et de savoir le secret d'âme de chacun — n'importe. Toujours est-il qu'ils traduisent les œuvres étrangères, les éditent, les lisent, les commentent et les discutent en connaissance de cause. Et quant à celles de la littérature polonaise, il en est peu qui n'aient pas leurs lettres patentes en Allemagne (1).

Aussi quoi d'étonnant que, là-bas l'on soit au courant des hommes et des choses de Pologne, tandis qu'ici on ignore presque tout de la grandeur polonaise.

On l'ignore si bien que chaque fois qu'un de nous parle d'un de ses représentants les plus qualifiés et les plus « décoratifs » ; — il a l'air d'avoir tiré des registres locaux une gloire paroissiale.

Qui connaît, notamment, parmi les plus cultivés et les mieux avertis en France, le nom du grand romancier polonais Bolesław Prus ? (2) Que sait-on de lui ? Et pourtant il est du même « coin des poètes » que Dickens auquel il s'apparente par la bonté et l'esprit, qu'Alphonse Daudet dont il a la malice tendre, que Zola dont il possède la robustesse qui s'entend à mouvoir les foules.

Je nomme ces illustrations pour mettre à la place due, *inter pares*, l'individualité puissante de Prus, et non pas, pour faire des rapprochements qui ne signifient rien d'ordinaire et sont d'un jeu trop facile. Je m'appliquerai, au contraire, à décrire sa physionomie d'écrivain et à en accuser toute la dissemblance, en marquant ses traits distinctifs, les seuls qui comptent et qui valent ; — et Prus, justement, a de ces traits plein son talent original... Ne lui cherchons donc point de sosie littéraire et tâchons de lui trouver ailleurs des rapports.

Savez-vous à qui il ressemble le plus ? A cette bonne ville de Varsovie gaie, spirituelle, animée, héroïque quand elle le doit, bon enfant quand elle le peut.

Vous n'êtes pas sans avoir remarqué combien certaines villes sont intimement liées avec les grands poètes — leurs chantes et leurs amants. Toutes les fois que nous invoquons Victor Hugo, il nous apparaît dans le cadre de Paris, comme dans le cadre de Londres nous apparaît Charles Dickens. La complexité de Hugo, son génie tumultueux est bien imagé par les innombrables faces d'éblouissements et de séductions de Paris qui dans sa majesté royale, dans son humeur changeante, tantôt gronde en orage, s'illumine de lueurs sinistres d'orgueil, de vengeance et de colère et tantôt s'éclaire d'un rire franc et jeune, s'amuse, folâtre et plaisante. — La solidité, le puritanisme, la probité, l'humour appuyé et lourd, la mélancolie spleenétique de l'immense cité brumeuse est en harmonie parfaite avec l'âme même de Dickens. — Bolesław Prus se profile sur le fond de Varsovie qui a une figure plus modeste. Elle est telle que des jolies laides à la frimousse chiffonnée, pleines de charme, de sensibilité et d'entrain... Et Prus la comprend, et Prus l'aime ; il y est attaché par maintes fibres qui vont du cœur de l'homme au cœur de la ville. Il connaît, comme personne, le rythme de ses jours et de ses nuits, les pulsations de sa vie, précipitées, ralenties, capricantes, et, comme nul autre, sait fixer ses aspects en tableaux débordants de vérité.

Son roman *La Poupée* (*Lalka*) a quasiment deux héros : Wokulski (3) et Varsovie même. Sur les huit cents pages du livre se déroule le drame multiple dans l'enchevêtrement des milieux et des classes. Les acteurs appartiennent à toutes les sphères ; leurs intérêts s'entre-croisent, leurs activités se pénètrent dans un mouvement continu qui est le propre de l'existence. Le fil de l'action passe entre la fine fleur du high-life varsovien, dans les hauts salons des Allées d'Ujazdów et de Jérusalem (4), coupe le monde des affaires, traîne dans les boutiques, s'engage dans le monde du travail, et noue ceux qui sont toujours en liesse avec ceux auxquels la faim rend sa visite quotidienne... Dans une vue panoramique défilent les coins charmants et seigneuriaux des Łazienki (5), les boulevards et les rues du centre

(1) Déjà pendant la guerre (dans son cinquième mois, pour préciser) la *Gazette de Voss* publiait en feuilleton un des derniers romans de Żeromski (*Gé-rom-ski*).

(2) Prononcez : Bo-les-ouav Prouss.

(3) Prononcez : Vo-koul-ski.

(4) Le quartier le plus « select » de Varsovie.

(5) Prononcez : Oua-zienn-ki. Parc et château d'été des rois et lieu favori de promenade des Varsoviens.

de la ville avec leur brouhaha de piétons et de voitures... les ruelles des quartiers excentriques qui fourmillent au bas bord de la Vistule... le champ de courses bariolé, papillotant de mille couleurs, traversé de mille voix... les palais... les maisons... les masures. Et tout cela est animé par la population autochtone : aristocrates, grandes dames et bonnes femmes, nobles demoiselles et filles battant le quart, commerçants, savants, gens de turf et de sport, commis de boutique, notables bourgeois, humbles artisans, et aussi la jeunesse étudiante dévorant à belles dents la vache enragée, faisant des farces épiques et un tantinet paillardes, mais rêvant, entre deux jeunes forcés, le bonheur de l'humanité et le salut de la patrie. — Et de ce monde, demi-monde et petit monde, Prus trace soit des portraits en pied criants de ressemblance et d'un fini parfait, soit des esquisses en quelques coups de crayon d'une vérité essentielle...

Voici donc Varsovie, à une certaine époque de sa vie — Varsovie vers 1880, comme premier héros de *La Poupée*, héros de l'arrière-plan et personnage collectif dans le genre du chœur antique.

Et voilà le second — Wokulski, le personnage central du roman. D'ailleurs ces deux personnes : l'une réelle et l'autre fictive se confondent en quelque sorte, et l'homme ne me paraît qu'être la synthèse de la ville. Car, dans sa complexité semblent cohabiter plusieurs types : un financier et un savant, un marchand et un philanthrope, un idéaliste et un esprit pratique, un parvenu qui aurait l'âme princière, un positiviste qui serait romantique en diable. L'être intime de Wokulski est coulé d'un alliage de qualités qui s'assemblent rarement côte à côte et se totalisent plutôt dans une collectivité que dans les individus seuls. Chez Wokulski, la volonté avoisine le fatalisme, l'énergie virile marche de pair avec une douce bonté de femme, la clairvoyance s'accorde avec la candeur ; — enfin, un poids lourd de désillusions et d'expérience ne lui empêche pas de garder, à quarante-cinq ans, une fraîcheur de sensations propre aux cœurs printaniers.

Cette individualité d'élite, mieux : cet être d'exception aime à en mourir M^{lle} Isabelle Łęcka (1), une jeune fille du monde parfaitement belle et élégante et parfaitement froide, vide et nulle. L'éternelle histoire de l'erreur sentimentale qui parfois bande les yeux aux Titania, mais plus souvent encore aux Wokulski. M^{lle} Łęcka, malgré l'étroitesse de ses idées et la médiocrité de sa conscience, sert de pivot au drame, de prétexte à une grande passion et de force mouvante et attractive. Comme une petite pierre jetée dans l'eau fait déferler les vagues qui s'agitent, se succèdent et se touchent en cercles concentriques de plus en plus larges, — de même sa chétive existence actionne autour d'elle des événements considérables, réveille des gestes d'énergie, d'amour ou de haine, influence le sort des gens et se répercute, en dernière fluence, sur la vie générale elle-même. Et nous avons là une démonstration topique de la loi obscure qui régit les correspondances entre les causes initiales minimes et les grands effets, loi trouvée par Pascal dans le grain de sable de Cromwell et dans le nez de Cléopâtre...

Le roman *Lalka* (*la Poupée*), dans son ensemble vaste et complexe, non seulement enferme les milieux les plus variés en leur symbiose commune, mais encore embrasse force idéologies, problèmes, préoccupations et programmes. De nombreuses questions s'y débattent : les rapports entre les différentes configurations sociales (l'aristocratie et la démocratie) ; les compétitions et les rivalités des différents éléments locaux (juifs et chrétiens) ; les divergences des doctrines (l'idéalisme et le matérialisme) avec leurs conceptions respectives du bonheur, du devoir, de la vie. Vous y trouverez même jusqu'aux énigmes (2) de la navigation aérienne et de la permutation moléculaire dans la pesanteur spécifique. — Ainsi, l'œuvre de Prus est réaliste par la peinture exacte des gens et des choses, psychologique : par l'étude fouillée d'une nature supérieure d'homme et d'un cas d'un amour rare, par l'analyse minutieuse de tous les personnages, y compris les plus épisodiques ; l'œuvre de Prus est aussi philosophique par la façon d'aborder les points en litige et grâce aux larges perspectives qu'elle ouvre sur le monde spirituel et moral... Ici, dans ce roman, l'esprit,

(1) Prononcez : Ou-intz-ka.

(2) Le roman « *Lalka* » fut écrit il y a environ trente ans, quand le plus lourd que l'air n'était prévu par personne et quand le dirigeable était du domaine des énigmes.

la tendresse, le sens de vérité et de justice, l'intelligence compréhensive et sagace, l'intuition et le savoir se prêtent leur concours pour créer quelque chose de plein et de concentré, quelque chose qui est comme un organisme complet et comme une ample et vivante synthèse.

Des qualités identiques de pensée vigoureuse et de sentiment (mais à un degré variable) enrichissent les autres écrits de Bolesław Prus.

(A suivre.)

Jan TOPASS.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Les enfants polonais en Lithuanie condamnés à mourir de faim.

Le « *Naprzód* » (En avant) de Cracovie a publié le 24 juin une correspondance de Wilno que nous traduisons textuellement. Nous nous abstenons de tout commentaire — d'ailleurs superflu — tout en faisant remarquer que c'est l'organe cracovien lui-même qui met en relief les passages soulignés.

Un des épisodes les plus curieux de la vie en commun polono-allemande à Wilno est l'affaire de l'envoi à la campagne des enfants des écoles, mesure qui dans les derniers temps a vivement ému la population de la ville. Dès les premiers jours du printemps avait été soulevée la question de l'alimentation des enfants pendant la période qui allait s'écouler avant les moissons et qui menaçait d'être terrible à traverser. La seule solution qui se présentât était d'envoyer, sous la surveillance des institutrices, les enfants des écoles à la campagne, plus épargnée par la guerre. Les autorités allemandes elles-mêmes adressèrent à cet effet un appel au public tout en ajoutant d'une manière privée qu'au cas où l'on montrerait peu d'empressement à suivre cet avis, elles se chargeraient de l'exode des enfants sous la garde de sous-officiers prussiens. Il était difficile de déployer une active énergie dans une ville dont il est défendu de sortir sans sauf-conduit, et où l'on ne délivre ces sauf-conduits qu'avec les plus grandes difficultés et en nombre ridiculement restreint. Les Polonais de Lithuanie firent néanmoins tout ce qu'il leur était possible de faire. On sollicita l'hospitalité des propriétaires et des agriculteurs en faveur de cette jeunesse et cet appel fut largement entendu.

De nombreuses offres affluèrent à Wilno de la part des propriétaires plus aisés dont les biens n'avaient pas été complètement dévastés; mais leur bonne volonté fut sévèrement punie. Immédiatement on leur fit subir de minutieuses révisions et on réquisitionna les restes des provisions qu'ils avaient pu conserver : — « En effet, si ces messieurs invitent des enfants à loger chez eux, c'est évidemment qu'ils ont de quoi les nourrir, et en ce cas ils cachent des aliments » —. Tel fut le raisonnement des autorités allemandes.

En même temps les demandes formulées par les écoles afin d'obtenir l'autorisation d'envoyer les enfants aux villages indiqués furent impitoyablement et catégoriquement rejetées. En revanche on désigna aux écoles primaires polonaises quatre districts — les plus dévastés dans la région de Wilno — et on déclara que c'est là précisément que devront se rendre les enfants qui d'ailleurs seront répartis dans les communes par les soins des chefs des districts (Kreishauptmann) allemands.

Dans ces conditions le Comité polonais refusa net toute collaboration : à la suite de ce refus il reçut du prince d'Isenburg (chef de l'administration dans la zone du commandement en chef oriental « Ober-Ost » — A. P. C.) une lettre dans laquelle celui-ci rendait responsable de la mortalité infantile le public polonais qui ne voulait pas prendre part à l'action de secours. L'affaire n'est

pas encore définitivement réglée. Mais il n'est guère permis de présumer que les autorités allemandes consentent à laisser partir les écoliers polonais pour la région de Kowno, relativement plus riche, car le bruit court que cette contrée est déjà occupée par des enfants allemands transportés de Prusse.

Et pourtant, vu que la mort fauche les enfants épuisés par la faim, la question est de toute urgence.

— La question de la légion dans le Royaume de Pologne et le Club politique des Partis.

Il y a un mois, les autorités d'occupation allemandes, à l'insu du Conseil d'Etat provisoire, appelèrent devant les conseils de révision les peu nombreux volontaires qui s'étaient inscrits dans l'intervalle écoulé entre la proclamation austro-allemande du 5 novembre et la création, en janvier, du Conseil d'Etat provisoire. Le très mince résultat de cette mesure détermina le général von Beseler à réduire au minimum l'appareil de recrutement dans le Royaume de Pologne. Simultanément la Légion galicienne répartie dans les petites villes de la zone d'occupation allemande a été pour ainsi dire démembrée, car, en vertu des ordres des autorités d'occupation, les légionnaires, ressortissants autrichiens, ont été maintenus dans les conditions où ils se trouvaient jusqu'ici, tandis qu'on affectait ceux qui provenaient du Royaume même à des sections militaires particulières et à des sections d'instruction des recrues. Ces dernières ont été placées sous la direction d'officiers allemands qui n'ont pas manqué de donner aussitôt un caractère tout allemand à ces organisations.

Ces procédés ont soulevé d'indignation la jeunesse polonaise, sincèrement patriote, dont la Légion galicienne est composée et qui ne saurait consentir à être employée à autre chose qu'à former les cadres de la future armée nationale polonaise; et c'est en vain que M. Niemcewicz, maréchal de la couronne (président du Conseil d'Etat provisoire), et M. Zieliński, commandant de la Légion, ont tenté de calmer les esprits par des appels et des démarches personnelles. Le Club parlementaire polonais de Vienne, de son côté, est intervenu auprès du comte Czernin, ministre des affaires étrangères, au sujet du rappel éventuel des légionnaires polonais, ressortissants autrichiens.

L'effervescence qui règne dans la Légion et le caractère vraiment national de la lutte que doit soutenir la jeunesse polonaise viennent d'être mis dans la plus vive lumière par le manifeste adressé par le Club politique des Partis aux soldats de cette Légion. Il convient de rappeler à ce propos que ce Club est essentiellement contraire à la formation d'une armée polonaise tant que le pays est occupé par les Empires centraux et que c'est surtout pour cela qu'il a refusé d'être représenté au Conseil d'Etat provisoire.

Le manifeste du Club constate que, « l'indépendance de la Pologne est devenue un fait reconnu par les puissances copartageantes, par le monde tout entier ». Et voici qu'à ce moment historique, les soldats qui ont combattu pour cette indépendance se trouvent « dans l'incertitude du lendemain, dans l'ignorance de ce qu'ils vont devenir ». Comme cette situation fait naître parmi cette jeunesse le découragement et — bien à tort — le doute que la nation partage ses sentiments, l'appel la rassure en ces termes :

« Le combat que vous livrez pour l'existence à part de l'armée polonaise, tous les Polonais le livrent dans tous les domaines de la vie nationale. Ce combat ne doit se terminer que par notre victoire, mais il faut de la volonté et de la persévérance.

« Soldats, aujourd'hui plus que jamais, la prudence est nécessaire. Aujourd'hui vous devez vous armer de patience, afin que, écoutant les pulsations du cœur de la nation, vous passiez encore aux actes — mais seulement lorsque la volonté de la nation vous y appellera. »

— Manifestation polonaise à Rapperswil.

A l'initiative d'une des plus anciennes associations polonaises en Suisse le « Towarzystwo Polskie » (Société polonaise) de Zurich, eut lieu, le 24 juin, à Rapperswil où, comme on le sait, se trouve le Musée national polonais, une excursion de Polonais résidant en Suisse, à l'effet de célébrer l'anniversaire de la Constitution du 3 mai 1791. Cette fête à laquelle prirent part plus de 150 personnes se termina par une assemblée improvisée dans la superbe cour du Musée, assemblée où fut votée la résolution suivante :

« Réunis à Rapperswil, le 24 juin 1917, les Polonais habitant en Suisse, et originaires des diverses régions de la Pologne se joignent à toute la nation pour demander que des trois tronçons du pays démembré par la violence, soit

reconstitué un Etat polonais unifié, indépendant dans des frontières lui assurant la possibilité de son libre développement, avec accès à la mer par le port polonais de Gdansk (Dantzig). »

Cette résolution à laquelle adhèrent aussi les ouvriers socialistes polonais groupés dans la Société « Zgoda » (Concorde) de Zurich, fut votée à l'unanimité, aux applaudissements prolongés des assistants. Enfin la cérémonie se termina par le chant de la « Rota » (Formule de Serment) de Marie Konopnicka, composée par ce célèbre poète sous l'impression des mesures d'extermination prises par le gouvernement contre les Polonais de la Pologne prussienne.

Des Serbes et des Tchèques, participant à l'excursion, furent l'objet du plus chaleureux accueil et on porta des toasts à la fraternité des nations slaves.

En connexion avec cette manifestation patriotique la susdite « Société polonaise » de Zurich adresse à l'Agence polonaise centrale de Lausanne le télégramme suivant :

« La Société polonaise de Zurich, à l'occasion de la fête nationale du 3 mai, célébrée aujourd'hui à Rapperswil, déclare se solidariser avec le postulat d'une Pologne indépendante, unifiée dans ses trois parties entières, avec plein accès à la mer. »

— Congrès du parti socialiste polonais à Varsovie.

Le parti socialiste polonais (fraction révolutionnaire) qui, comme on le sait, au lendemain de la révolution en Russie, et surtout après la proclamation du gouvernement provisoire russe aux Polonais, était passé à l'opposition contre le Conseil d'Etat provisoire, vient de tenir à Varsovie son Congrès, où a été votée une résolution en faveur de l'unification des territoires polonais. Quant à la création d'une armée polonaise dans le Royaume, elle a été reconnue nécessaire, mais, en même temps, on a déclaré qu'elle n'est pas réalisable dans les conditions actuelles. Le Congrès a décidé en outre que le parti adopte une attitude de lutte à l'égard des autorités allemandes d'occupation.

— Effroyable accident dans un bataillon ouvrier en Lithuanie.

Dans le même numéro du *Naprzód* nous lisons l'information suivante :

A Jawniuny, entre Meiszagola et Szyrwinty, un bataillon ouvrier était logé pour la nuit dans un bâtiment de ferme entouré de fil de fer barbelé et fermé à clé de l'extérieur.

Le 2 mai éclata un incendie et comme on ne vint pas ouvrir les portes à temps, quantité de ces malheureux périrent dans les flammes ou furent grièvement brûlés.

La Pologne aux Polonais

Sous ce titre, M. Edouard Herriot, maire de Lyon, sénateur du Rhône, ancien ministre du ravitaillement et des travaux publics, fin lettré et excellent ami de la Pologne, publie dans l'Information du 26 juin dernier l'article suivant :

« A la date du 4 juin, M. le président de la République a revêtu de sa signature un décret, destiné à devenir historique, par lequel est créée en France, pour la durée de la guerre, une Armée Polonaise autonome, placée sous les ordres de notre haut commandement et appelée à combattre sous le drapeau polonais. Cette mesure a été prise, explique dans son rapport le président du conseil, pour confirmer les intentions des Alliés et, en particulier, du gouvernement provisoire russe, au sujet de la restauration de l'Etat polonais.

« En ces mémorables circonstances, mes amis polonais me font l'honneur de m'inviter à marquer, pour le public français, l'importance de cette création. Et c'est de tout cœur que je réponds à leur touchant appel. D'après leur témoignage, il se produit actuellement un profond revirement moral en Pologne. La fin de l'ancien régime russe, la proclamation de l'indépendance polonaise par la Russie nouvelle ont secoué jusqu'en son tréfonds la vieille nation martyre. Ces événements ont encouragé dans le Royaume de Pologne les éléments politiques hostiles à l'Allemagne et ont amené le Conseil d'Etat à suspendre ses fonctions. En Autriche, tous les partis politiques polonais se sont mis en opposition contre les empires centraux, en votant le programme d'une Pologne unie, ayant accès à la mer, ce qui exige de toute nécessité le démembrement de l'Autriche et le détachement de plusieurs provinces prussiennes.

« Nous manquerions donc de clairvoyance si nous n'ajoutions pas de toutes nos forces ces patriotes polonais

dont l'intérêt se confond avec le nôtre. Des corps d'armée polonais se forment en Russie ; en Amérique et en Angleterre, des troupes fort importantes peuvent être recrutées. J'éprouverai, pour ma part, une joie bien vive le jour où je verrai sur notre terre de liberté réapparaître l'uniforme glorieux consacré par tant de sacrifices.

« Il était temps pour la France de prendre un parti énergique. Avec quelle angoisse nous suivions depuis plus d'un an les efforts de la germanisation dans le pays infortuné qui demeure pour tout homme d'esprit libre, sacré comme un sanctuaire ! Les projets venus de Berlin, — projet de Bethmann-Hollweg et de Delbrück, projet du kronprinz et de Hindenburg, — n'apparaissaient pas très dangereux à cause de leur grossière brutalité. Mais combien plus redoutable le programme autrichien qui prévoyait la réunion d'un royaume de Pologne à la Double Monarchie au sein de laquelle il eût formé, avec la Galicie, un Etat autonome dans le style de la Croatie. L'Allemagne elle-même essayait de sourire à ceux qu'elle venait de brutaliser ; elle laissait fêter le héros populaire Kilinski et permettait aux Polonais de discuter librement leur système électoral. Elle leur offrait sa science, le concours de son industrie.

« Avouons-le maintenant : c'était une situation assez grave. La Pologne risquait au moins de se diviser. Les difficultés économiques aggravaient la situation ; dans les rues de Varsovie, les enfants s'agenouillaient pour demander du pain. Le programme s'embroutait chaque jour. Le gouverneur général von Beseler fondait un club allemand sous des apparences d'association patriotique. Un certain Napieralski faisait de la propagande germanophile en Silésie et dans tout l'ouest du royaume. On exaltait les hauts faits des Légions qui avaient accepté de combattre pour les Puissances centrales. Le 3 septembre 1916, un meeting de plus de 5.000 personnes, organisé dans la grande salle de la Philharmonie de Varsovie, envoyait aux Etats du Centre un télégramme dont une phrase disait : « Nous nous adressons aux puissances centrales pour leur demander de proclamer le plus rapidement possible l'Etat polonais et de permettre la création d'une armée polonaise qui défendrait, dès maintenant, nos libertés contre la Russie. »

« On est étonné de l'aveuglement dont témoignait le gouvernement du tsar en face d'un tel danger. Les patriotes polonais réclamaient la création d'une armée pour assurer l'éviction définitive de la domination russe ; l'Allemagne cherchait à exploiter ce mouvement dans le sens de ses haines et de ses ambitions. Pendant ce dernier hiver, le moins qu'on puisse dire de la situation, politique et morale, en Pologne est qu'elle demeura parfaitement confuse et, — j'ajoute, — parfaitement dangereuse. On sait que, vers le mois de novembre, le gouverneur Beseler instituait une Diète (1) et un Conseil d'Etat ; dans cette dernière assemblée, le chef de l'administration allemande devait assister aux débats en qualité de commissaire du gouvernement. En même temps, le journal officiel publiait une instruction sur l'enrôlement volontaire dans l'armée polonaise. Certains, avec Sikorski et Szeptycki, voulaient voir, sans délai, la nouvelle force militaire collaborer avec les troupes austro-allemandes tandis que le socialiste Pilsudski soutenait avec courage le point de vue strictement national. On essayait d'enrôler les étudiants de Varsovie ; on leur envoyait comme propagandiste l'immonde Dr Luther, inventeur des gaz asphyxiants ; la jeunesse universitaire, par bonheur, le chassa ; un brave garçon dont nous ignorons encore le nom lui jeta à la figure sa honte et ses crimes...

« La Révolution russe a, soudain, transformé la situation et le problème. Elle est survenue à temps pour la Pologne. L'autorité allemande prétendait imposer aux soldats polonais un serment par lequel ils promettaient (nous citons textuellement) « d'obéir à l'empereur d'Allemagne comme à leur chef suprême dans la présente guerre ainsi qu'à l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et à tous les autres chefs ». Certaines résistances auraient pu être tentées de faiblir, lorsque la nouvelle a éclaté de l'abdication du tsar. Que s'est-il passé à Varsovie ? Nous savons seulement que des grèves violentes ont eu lieu et que de nombreux chefs socialistes ont été arrêtés.

« Le décret français intervient donc à son heure. L'armée polonaise, enrôlée par les soins de la France, n'aura point de serment à prêter si ce n'est à ses propres drapeaux. La République Française peut aujourd'hui parler librement et fortement. Elle ne saurait avoir qu'un programme, aussi court, aussi simple, aussi clair que possible : *La Pologne aux Polonais* ! Puisse l'appel de notre pays être entendu et, en particulier, par la puissante Union des Sokols d'Amérique ! »

● Le ministre de la guerre américain et les Polonais.

M. Newton D. Baker, secrétaire d'Etat à la guerre, a envoyé le 8 juin dernier à M. James C. White, directeur de la *Associated Polish Press* à Washington, une dépêche dans laquelle

(1) Von Beseler a institué seulement le Conseil d'Etat. (N. d. l. R.)

il reconnaît la grande loyauté des Polonais envers les Etats-Unis dans la situation actuelle. Le secrétaire d'Etat félicite les Polonais du concours spontané qu'ils ont prêté à la propagande d'enrôlement du 4 juin et d'enrôlements volontaires dans l'armée des Etats-Unis. Voici ses propres paroles :

« L'attitude prise par les Polonais envers le problème militaire m'intéresse particulièrement. J'avais dernièrement maintes preuves du grand intérêt avec lequel les Polonais suivent la marche de la guerre et de la participation de l'Amérique dans le conflit. Cette attitude est certainement dictée par la relation intime qu'il y a entre notre entrée en guerre et la question de l'indépendance de la Pologne, qui est chère même à ceux des Polonais, qui par leur loyauté et leurs convictions sont devenus des Américains. »

Cet hommage rendu par le chef du département militaire des Etats-Unis est particulièrement significatif. Il a été déterminé par les nombreux enrôlements des Polonais dans l'armée américaine à Chicago, à Milwaukee, Cleveland et ailleurs.

REVUE DE LA PRESSE

Dans le « *Stéphanois* » du 27 mai dernier (paraissant à Saint-Etienne), nous trouvons un très intéressant article consacré aux prisonniers polonais en France. Cet article est dû à la plume de notre excellent confrère et ami, M. Georges Bienaimé :

« Au cours d'un récent voyage, dans la région centrale de la France, j'ai eu l'occasion de rencontrer des prisonniers de guerre portant à la coiffure et au collet de leur veste les couleurs rouge et blanche de la Pologne.

« A Saint-Etienne, comme à Montluçon, au Puy comme à Clermont et à Roanne, et souvent aux environs de ces villes, l'administration militaire a placé dans les usines et dans les fermes des centaines de ces prisonniers polonais auxquels la France a fort justement accordé un régime de faveur.

« Les soldats polonais sont, malheureusement, très nombreux dans l'armée allemande. Alors que notre Alsace-Lorraine ne fournissait guère que 150.000 soldats de langue française ou de sentiments francophiles à l'armée du kaiser, les vastes provinces polonaises de la Prusse, peuplées de plus de quatre millions de Polonais, ont donné un secours involontaire de 600.000 hommes aux troupes de l'Allemagne.

« Un nombre égal de soldats polonais sont contraints de combattre pour l'Autriche, tandis que sept à huit cent mille Polonais ont été incorporés dans les armées russes.

« C'est là le destin cruel de la Pologne, dont le territoire national est partagé entre trois puissances ennemies, de voir ses enfants combattre dans des camps hostiles et tourner leurs armes les uns contre les autres.

« Ce ne sont pas les romanciers qui ont inventé cette histoire d'un soldat polonais de l'armée autrichienne reconnaissant son cousin sous l'uniforme russe au moment où il lui porta un coup de baïonnette. Et cette autre aventure si cruelle d'un jeune Polonais devenu fou après avoir entendu le cri d'angoisse d'un compatriote auquel il avait donné le coup mortel : « Jésus ! Maria ! il vient de tuer le père de six enfants ! »

« Non ! ce n'est pas le roman, c'est l'histoire qui a voulu ces horreurs : ce sont les trois familles des Hohenzollern, des Habsbourg et des Romanoff qui ont provoqué ces crimes, lorsqu'elles se sont partagé la Pologne ; l'une de ces dynasties vient d'être frappée, les deux autres recevront bientôt leur châtiment !

« Les prisonniers polonais qui sont en France n'ont pas eu la douleur de tourner leurs armes contre leurs compatriotes, malgré que les volontaires polonais soient nombreux dans notre légion étrangère. Par contre, ils savent bien que la France n'est point leur ennemie, et que le soldat français, qui déteste l'Allemand, n'éprouve au contraire que de la sympathie pour les Polonais.

« C'est une tradition séculaire en Pologne de considérer la France comme l'amie et l'alliée naturelle du peuple polonais. De tous les pays de l'étranger, c'est la Pologne qui m'a produit l'impression de parler le mieux et le plus volontiers notre langue française. Ce goût des choses remonte fort loin chez nos amis polonais. Dès le xvi^e siècle, la Pologne nous demandait un roi ; au siècle suivant trois souverains polonais épousaient des Françaises et Louis XV, plus tard, prenait pour femme Marie Leszczyńska. Napoléon III lui-même voulait épouser une Polonaise ; les destinées de son règne et celles de la France s'en seraient peut-être mieux trouvées.

« Beaucoup de nos prisonniers polonais, simples travailleurs des champs ou modestes ouvriers des usines, ignorent toutes ces choses ; mais il en est parmi eux qui les connaissent parfaitement. A situation égale, les Polonais de Prusse sont souvent plus instruits que nos soldats ; soumis à la rude discipline allemande, les Polonais ont dû fréquenter l'école jusqu'à quatorze ans révolus, et la fréquentation scolaire n'est pas un vain mot pour l'administration prussienne.

« Peuple opprimé, persécuté, les Polonais sont plus attentifs que nous le sommes aux choses de l'étranger ; d'instinct, ils savent reconnaître leurs amis et leurs ennemis.

« C'est en considération de la vieille amitié franco-polonaise, de la fraternité d'armes franco-polonaise si intime au temps de Napoléon, en considération surtout de la lutte obstinée soutenue par les Polonais de Prusse contre les tentatives germanisatrices de Berlin, que le gouvernement français a décidé d'accorder un traitement de faveur aux prisonniers polonais.

« Le gouvernement sait bien que ces soldats polonais, incorporés contre leur gré dans l'armée allemande, étaient naguère des écoliers polonais auxquels l'instituteur allemand inculquait à coups de règle, à coups de verges sur la chair nue, la connaissance de la langue allemande et l'amour de la patrie allemande.

« Le gouvernement français n'ignore pas que ces écoliers polonais ont bravé les châtiments de leurs maîtres et déclaré la grève scolaire plutôt que de consentir à abandonner leurs prières polonaises pour des prières allemandes.

« Nous savons aussi en France que ces soldats polonais ont été brutalisés à la caserne allemande et sévèrement punis chaque fois que leurs sous-officiers les ont surpris à parler le polonais.

« Les parents de ces soldats polonais ont été brimés par les gendarmes allemands et par la police allemande ; les règlements tracassiers de l'autorité prussienne les ont inquiétés dans leur propriété, dans leur commerce, dans leur industrie ; ils ont subi toutes les persécutions que nos Alsaciens-Lorrains ont supportées si longtemps et dont la France, je suppose, n'a pas perdu le souvenir.

« — Tenez ! disait un prisonnier polonais en arrachant l'épaulette de sa tunique, prenez cela ; je ne porterai plus jamais cet uniforme prussien !

« C'était aux premiers jours de la guerre, après les combats d'Altkirch et de Mulhouse ; incorporé dans un régiment de Metz, ce jeune Polonais avait profité de la première occasion pour désertir et passer dans les rangs français.

« Combien d'autres qui furent moins heureux. Se glissant la nuit hors des tranchées, restant des heures, parfois des journées entières, entre les lignes allemandes et les lignes françaises, ils essayaient la fusillade des Français et des Allemands. A la faveur de la nuit, ils recommençaient à ramper vers les tranchées françaises où trop souvent un impulsif tirait sur eux et les tuait au moment où ils touchaient au port.

« Ils reviennent de loin, beaucoup de ces Polonais au visage doux et tranquille, qui travaillent actuellement la terre de France à la grande satisfaction de nos campagnards ou qui donnent le secours de leurs bras à nos usines et à nos mines.

« Beaucoup s'exercent à apprendre et à parler notre langue ; l'administration a le devoir de les y encourager.

« Beaucoup aussi manifestent le désir de ne plus retourner en Allemagne et de rester en France. Les uns avaient déjà quitté leurs provinces polonaises pour se fixer à Berlin, à Dresde ou en Westphalie, où la forte colonie des mineurs polonais représentait à la veille de la guerre près de 500.000 individus. Pourquoi rentreraient-ils en pays allemand où leur qualité de Polonais et de prisonniers de guerre les rendrait odieux à la population germanique ?

« D'autres, qui songeaient avant la guerre à émigrer en Amérique où se trouvent déjà plus de trois millions de Polonais, accepteraient plus volontiers l'exil en France, surtout s'ils connaissent déjà la langue française. D'autres encore, déserteurs de l'armée allemande, n'ont aucune idée de retourner en Prusse ; même si les provinces polonaises de l'Allemagne sont rattachées à la Pologne reconstruite, ces prisonniers sont décidés à demeurer en France.

« Cultivateurs, ouvriers d'usine ou mineurs, tous ces Polonais seront pour la France un précieux appoint pour l'œuvre de régénération économique à laquelle notre pays devra s'attacher après la guerre. Cruellement éprouvée par les lourdes pertes humaines qu'elle aura subies, la France, dont la natalité est si déplorablement faible, devra faire appel à la main-d'œuvre étrangère dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour.

« Il faut s'attendre à voir des arrondissements et peut-être même des départements entiers compter autant d'étrangers que de Français. Que la France du moins puisse choisir ses étrangers !

« Au premier rang des étrangers susceptibles de devenir de bons Français, à cause de leur caractère et de leurs sympathies naturelles, il faut placer nos amis les Polonais, « ces Français du nord ».

« Traitions-les bien ; c'est l'intérêt de la France ! »

ZIEMIE POLSKIE

— Ciekawe archiwa w Smoleńsku.

«Gazeta Polska» z 3 czerwca pisze co następuje:

«W Smoleńsku, w starożytnych basztach, p. Józef Raciborski wykrył nadzwyczaj ważne archiwa żandarmerji i ochrony gub. Piotrkowskiej i Kaliskiej, obejmujące wielce cenne materiały Łodzi, Kalisza, Piotrkowa, Sieradza, Lwowa, Krakowa, Zagłębia Dąbrowskiego i innych.

«Prócz tego jest tam 36 żelaznych ogniotrwałych kas zamkniętych z niewiadomą zawartością, uzbrojenie, archiwum szkolne z Chelmszczyzny, kilkadziesiąt pak dokumentów, albumów, listów i t. p. Część pak została w dni przewrotu przez niewiadomych sprawców rozbita i papiery rozrzucone.

«Utworzona została komisja archiwalna z pp. mec. Wład. Nielubowicza, historyka J. Raciborskiego i sędziego Zadrowskiego, lecz w pracy swej natrafia na nieprzychylnie przeszkody, gdyż pono gubernatorzy odnoszących gubernji dopominają się o swoje archiwa. Należałoby narzucić wyjaśnić, czy ewakuowani gubernatorzy z Królestwa Polskiego na swoich stanowiskach, pozostali czy też zostali usunięci równocześnie z gubernatorami w gubernjach rosyjskich. Czy do gub. Królestwa Polskiego stosuje się inną miarę, a do gub. rosyjskich inną.

«To wszystko należy, aby wyjaśniła Komisja Likwidacyjna do spraw Król. Polsk. i aby zajęła się utworzeniem Zarządu komisji w Smoleńsku, w przeciwnym bowiem razie mogą zaginąć ważne dokumenty, dotyczące się Polski, gdyż pewne indywidualne stare władze nie omyślają dołożyć wszelkich starań, aby ślady swej działalności w Polsce ukryć.»

— Trzystu Polskich Podchorążych.

W odpowiedzi na wiadomości o tworzeniu się Armji Polskiej we Francji, dzielni nasi Bracia w Stanach Zjednoczonych postanowili przyjąć na koszt Szkoły Podchorążych polskich w Cambridge Springs, trzystu Młodzieńców.

Na czele składki widnieje Ignacy Paderewski, członek Honorowy Związku Sokołów, z sumą 1.000 dolarów, tuż za nim Małżonka tegoż, pani Helena Paderewska, z sumą 500 dolarów.

Jak widać, Bracia nasi nie mieszkają, aby stanąć w ordynku i z nami, tutaj, pod znakiem Orła białego się połączyć.

— Holandia dla dzieci polskich.

«Kurjer Warszawski» donosi: Do Warszawy nadeszła wiadomość, że Holandia może ofiarować gościnę dla 6.000 dzieci polskich. Do zajęcia się tą sprawą najbardziej powołana jest Rada główna opiekuńcza, aczkolwiek wysłanie dzieci do Holandi następczo może pewne trudności i pociągnąć znaczne koszty. W każdym razie liczba dzieci do wysłania na odżywienie w samej Warszawie jest wielka, więc za polską może przysłać zaledwie kilkanaście tysięcy.

— Wojenne pogrzeby w Warszawie.

Z powodu braku koni i wysokich cen za przewóz zwłok karawanami wprowadzono w szpitalach ten sposób przewożenia zwłok na wózkach ręcznych, ciągniętych przez ludzi. Oto, co czytamy w «Kurjerze Warszawskim»:

«Wczoraj rano ze szpitala «Dzieciątka Jezus» po raz pierwszy wyruszyły jednocześnie dwa pogrzeby, poprzedzone przez duchowieństwo; trumny ze zwłokami pomieszczone były na dwóch wózkach ręcznych, z których każdy ciągnęło dwóch ludzi. Orszaki żałobne zamykały Siostry Miłosierdzia, oraz dzieci z domu wychowawczego. Wózki te malowane są na czarno, dwukółkowe, mają podwyższenie na trumnę, jak na karawanach konnych. — Ludność niezamożna niechętnie się zgadza na urządzenie pogrzebów przy pomocy wózków ręcznych, przekładając raczej o wiele droższe karawany konne.»

— Zakaz pism krakowskich w Warszawie.

«Gazeta Urzędowa» ces. niemieckich władz w Warszawie ogłasza: «Sprzedaż obydwóch w Krakowie wychodzących dzienników «Naprzód» i «Głos Narodu» zabroniona jest w óbród generala gubernatorstwa warszawskiego na czas od 20 maja do 19 czerwca.»

ODPOWIEDZ MOCARSTW CENTRALNYCH RADZIE STANU

Warszawa, 9 czerwca.

Biuro Wolffa. Wczoraj, pod przewodnictwem marszałka koronnego, odbyło się posiedzenie tymczasowej Rady Stanu. Wzięło w niem udział 23 członków, obaj komisarze rządowi i trzech wicekomisarzy. Na tem posiedzeniu, które zwołano na życzenie komisarzy, dali hr. Lerchenfeld imieniem cesarskiego rządu niemieckiego i bar. Konopka imieniem c. i k. rządu austro-węgierskiego następujące oświadczenie:

1. Życzenie, co do ustanowienia regenta dla państwa polskiego, które wyrażono w uchwale Rady Stanu z 1 maja, odpowiada zupełnie zamiarom mocarstw centralnych i będzie spełnione, skoro tylko stworzone będą warunki dla pomyślnej działalności regenta.

2. Mocarstwa centralne uważają już teraz Tymczasową Radę Stanu za przedstawicielkę tworzącego się państwa polskiego i spodziewają się, że Rada Stanu w możliwie krótkim czasie ukończy swoje prace przygotowawcze około konstytucyjnej i administracyjnej organizacji Królestwa Polskiego.

3. Mocarstwa centralne zwracają się zarazem do Rady Stanu z wezwaniem, by wypracowała i przedłożyła im osobne wnioski co do tego, w jaki sposób bez naruszenia stanowiska, przysługującego mocarstwu okupacyjnemu według prawa międzynarodowego, ma się odbyć oddanie poszczególnych galezi administr. polskim władzom centralnym (ministerjom), oraz w jaki sposób mają być pokryte koszty tych galezi administracji. Temi galeziami administracji są prócz sądownictwa sprawy wyznaniowe, opieka nad sztuką i nauką, dalej z dziedziny gospodarstwa społecznego — handel i rolnictwo, z ograniczeniami, które mają jeszcze być bliżej określone ze względu na gospodarkę wojenną; organizacja rzemiosł (Des Gewerbes), usunięcie szkód wojennych i odbudowa kraju, w końcu dobroczynność publiczna i opieka społeczna.

Dalej oczekują mocarstwa centralne, że Rada Stanu zaproponuje im osobistość, którejby aż do ustanowienia regenta poruczone naczelne kierownictwo galezi administracyjnych, oddanych polskiemu państwu. Wymienione rządy przypuszczają, że przy wyborze na to stanowisko przedewszystkiem będzie wzięty pod uwagę wybór przewodniczącego Tymczasowej Rady Stanu, marszałka koronnego.

Na ustne zapytanie marszałka koronnego, co do udziału Rady Stanu i władz polskich w sprawach zaopatrzenia w środki żywności, oświadczył niemiecki komisarz rządowy, że rząd niemiecki stoi na tem stanowisku, że kwestja aprowizacji ludności, a zwłaszcza rozdziału nadwyżek należy do dziedziny gospodarstwa społecznego. W myśl oświadczenia danego w punkcie 3) rząd niemiecki uwzględni wnioski Rady Stanu co do tej sprawy w tej mierze, jaka jest w obecnych warunkach wyjątkowych możliwą organom władzy, które Rada Stanu utworzy, da możliwość współpracy przy rozwiązaniu tej ważnej sprawy.

Austro-węgierski komisarz rządowy dał następujące oświadczenie:

Zupełnie przyłączam się do oświadczeń komisarza rządu niemieckiego. Odpowiadają one zaopatrywaniu mego rządu, że mianowicie musi się dać narodowi możliwość współdziałania w sprawie wyżywienia ludności. Zauważam przytem, że generał-gubernia lubelska już zajmuje się urzeczywistnieniem tego zamiaru.

Na tem marszałek koronny zamknął posiedzenie.

Jakie wrażenie wywarła ta «odpowiedź» w Królestwie Polskiem?

Niech wystarczy bodaj ten jeden jedyny artykuł, zamieszczony w numerze 134 «Naprzodu» z dnia 13 czerwca rb., artykuł cudem ocalały przed nożycami cenzury.

Warszawa, 11 czerwca.

Po odpowiedzi. — Pesymizm i optymizm. — Projekty. — Możliwość dalszego kruszenia się T. Rady Stanu. — Stanowisko P. S. L.

Nareszcie, po niemal półtoramiesięcznym oczekiwaniu, została zakomunikowana T. Radzie Stanu odpowiedź rządów okupacyjnych na jej

memorjał z dnia 1 maja. Nie można powiedzieć, aby odpowiedź ta przyczyniła się do wyjaśnienia sytuacji. Przeciwnie, na jej tle da się zaznaczyć wzmagający się chaos sprzecznych zapatrywań — od najbardziej pesymistycznych do optymistycznych włącznie.

«Nie brak zdania, uważającego, że odpowiedź piątkowa stwierdza zupełną beznadziejność realizacji aktu 5 listopada. Bardziej umiarkowani pesymiści nie idą tak daleko, uważają jednakże, iż droga realizacji aktu 5-go listopada, wskazana w odpowiedzi, wymaga tak długiego czasu, że przed zawarciem pokoju trudno na jakieś poważne zdobycze liczyć. Ludzie, bardziej optymistycznie usposobieni usiłują wysnuć wnioski, uprawniające do wiary w niezbyt przewlekłe przygotowania do objęcia poszczególnych galezi administracji przez polskie ministerja. Krańcowi optymiści uważają za możliwe przystąpienie do natychmiastowego tworzenia tych ostatnich.

«Samo się przez się rozumie, że z tego chaosu zapatrywań nie odrzuca się jednolite wskazania praktyczne, co do reagowania T. Rady Stanu na piątkową odpowiedź. Nawet w samej Radzie Stanu niema na razie ustalonego poglądu. Poszczególni jej członkowie wahają się między najrozmaitszymi sposobami wyjścia z zawikłanej sytuacji — od rozwiązania natychmiastowego T. Rady Stanu, aż do prób niezwłocznego realizowania zapowiadanych koncesji. Za najbardziej aktualne uważa się wybór owego prezydenta ministrów, który ujął by w swe ręce naczelne kierownictwo oddanych państwu polskiemu galezi administracji. Wyłonił się projekt, aby kandydatura została ustalona przez t. zw. «zebranie konwokacyjne» T. Rady Stanu z udziałem notablów — przedstawicieli najważniejszych organizacji obywatelskich i stronnictw politycznych. Są zwolennicy pomysłu, aby T. Rada Stanu natychmiast po desygnowaniu owej osobistości, rozwiązała się.

«Jak zwykle u nas decyzja w tej sprawie będzie się przeciągała w nieskończoność, i kto wie, czy w trakcie oczekiwania ostatecznych postanowień proces kruszenia się T. Rady Stanu nie postąpi w przyspieszonym tempie. Tak dr. P. Jankowski i B. Stolarski upelnomocnieni zostali przez swoje stronnictwo do bardzo stosunkowo krótkiego oczekiwania na decyzję ostateczną. Tak, jak uprzednio P. P. S., dziś i P. Stronnictwo Ludowe uważa udział żywiołów lewicowych w T. Radzie Stanu w jej dotychczasowym charakterze za bezcelowy.

Swój.»

Z powyższego wynika, iż losy Rady Stanu lada godzina się rozstrzygną.

Zawieszenie czynności Rady Stanu i wysłanie ultimatum do Wiednia i Berlina dało Radzie w rezultacie tylko ten elaborat wykretny, wykluczający możliwość wszelkiego pozoru zachowania «modus vivendi» z najeźdźcami.

UCHWAŁY KOŁA SEJMOWEGO

W poprzednich numerach «Polonii», w tekście francuskim, podaliśmy już treść uchwały, jaką powzięło galicyjskie «Koło Sejmowe». Oto garść szczegółów, dotyczących tego momentu historycznego, które powtarzamy za wychodzącą w Moskwie «Gazetą Polską»:

«W dniu 28 maja, odbyło się w Krakowie posiedzenie Koła Sejmowego, poprzedzone uroczystą mszą, celebrowaną przez ks. dra Caputę w kościele świętej Anny — i odprawioną naintencję powzięcia szczęśliwych decyzji.

«Następnie urządzono olbrzymią manifestację uliczną. Kiedy pochód doszedł do uniwersytetu, przemawiał przed jagiellońską *Alma Mater* Włodzimierz Tetmajer.

«Dziękowałon kolegium profesorów za znane ich wystąpienie w sprawie zjednoczenia Polski.

«Pochód ruszył w dalszym ciągu przed redakcją *Piasta*, w którym to miejscu przemawiali: Witos, Bojko, Głabiński. Mowy ich przyjął tłum entuzjastycznymi oklaskami.

«Poczem tłumy udały się przed ratusz, atoli wszystkie dojscia były zamknięte przez policję. Na skutek wstawiennictwa posła Germana, policja otworzyła ulice. Cały plac przed ratuszem zaległy tłumy, które zażądały ukazania się Głabińskiego.

« Głabiński wyszedł na balkon i wygłosił stamtąd mowę. Po nim przeważali Tetmajer i Marek, którzy prosili publiczność, by rozeszła się spokojnie i dała tem Kołu Sejmowemu możność kontynuowania obrad.

« Publiczność w odpowiedzi na to zaśpiewała « Rotę » Konopnickiej, poczem rozeszła się posłusznie.

« W posiedzeniu Koła uczestniczyli prawie wszyscy posłowie polscy do Sejmu i parlamentu, dalej dziesięciu członków Izby panów i dwudziestu byłych posłów Sejmowych.

« Śląsk austriacki miał przedstawiciela w osobie Filasiewicza, Regera, Zabawskiego i Kostasa. Z Warszawy przybyli przedstawiciele Rady Stanu Mikułowski-Pomorski, Dzierżbicki, Kunowski, Studnicki, oraz przedstawiciele Koła Międzypartyjnego: Papieski, Gralewski, Świerzyński i Zdanowski.

« Polska zaboru pruskiego nie była reprezentowana, gdyż władze niemieckie odmówiły delegatom paszportów.

« Zanim przystąpiono do obrad, odbyła się konferencja z delegatami Królestwa Polskiego.

« Przedstawiciele Rady Stanu polkreślali, by Koło Sejmowe nie ignorowało aktu 5 listopada — natomiast przedstawiciele Koła Międzypartyjnego zaznaczyli, że Polacy galicyjscy nie powinni zwracać uwagi na akt 5 listopada, lecz liczyć się jedynie z interesami całego narodu.

« Na posiedzeniu Koła Sejmowego, po świetle, patriotycznym przemówieniu Tetmajera, zwróconem przeciwko potajemnej polityce gabinetów oraz przeciwko urąganiu samolubstwu mocarstw — Koło Sejmowe uchwaliło jednogłośnie następującą rezolucję:

« 1. Koło Sejmowe Polskie, stwierdza, że jednym i jedynym dążeniem narodu polskiego jest odzyskanie niepodległej i zjednoczonej Polski, mającej dostęp do morza i z dążeniem tem się solidaryzuje.

« 2. Koło Sejmowe Polskie stwierdza dalej międzynarodowy charakter sprawy polskiej, i w załatwieniu tej sprawy i tylko w tem widzi rękojmię i pewność trwałego pokoju.

« 3. Koło Sejmowe Polskie wyraża nadzieję, że dobrej woli monarcha Austrii podejmie tę sprawę, a odbudowanie państwa polskiego z pomocą Austrii da państwu temu naturalnego i stałego sprzymierzeńca.

« Rezolucję tę przyjęto jednogłośnie, z gorącym aplauzem i odczytano ją z balkonu publiczności, która ponownie zgromadziła się przed ratuszem.

« Przed głosowaniem opuścili zebranie Koła Sejmowego: Władysław Jaworski i Leo. Publiczność przyjęła ich wrogiemi okrzykami.

« Ks. Biskup Sapieha, w imieniu własnym i arcybiskupów Błczewskiego i Teodorowicza, w ogłoszonym publicznie liście zgłosił przystąpienie do tej uchwały.

« Studnickiego zmuszono do opuszczenia sali obrad, za niewłaściwe znalezienie się wobec Daszyńskiego, którego przemówienie w sprawie polskiej, nazwał pospolitem kłamstwem.

« Gali cyjski N. K. N. stracił całkowicie swoje wpływy i znaczenie. »

CO MÓWI "ROBOTNIK POLSKI?"

Przed kilku tygodniami powstało w Kijowie nowe pismo polskie, poświęcone interesom klasy robotniczej w ścisłej łączności z interesem narodowym Polski. W przeciwstawieniu do prasy radykalno-socjalistycznej, opartej na programie nieubłaganej walki klas i u iluującej nie tylko wymagać pojęcia ojczyzny z ideologii robotniczej, ale piętnującej wszelkie narodowe czucie i myślenie jako « przeżytek kultury », jako zamach na demokratyczny rozwój społeczeństw, jako kontrewolucję i reakcję, założony w Kijowie « Robotnik Polski » dąży do szarmonizowania ideałów demokratycznych z ideałami narodowymi, do wyrobienia w naszych warstwach ludowych poczucia odrębności narodowej, do rozpatrzenia wszystkiego co robotników polskich dzieli i łączy z robotnikami rosyjskimi, do przeświecenia walki klasowej promieniami idealizmu narodowego.

W ostatnim numerze tygodniowego pisma znajdującej się cały szereg artykułów aktualnych, oświecających palące zagadnienia chwili bieżącej. Redakcja wypowiada się śmiało przeciw robocie tych kół politycznych naszej emigracji, które, pod maską demokracji,

wysuwają interes partyjny ponad interes narodu, bałamucając opinię krętaćkami koteryjnemi, osłabiając wolę Polaków do odzyskania całej Ojczyzny, sprzegając nas bezkrytycznie z hasłami rewolucji rosyjskiej i usiłując przeciwstawić się nawet żywiołowemu dążeniu żołnierza polskiego do walczenia w własnych narodowych kadrach.

« Jakże potworne — pisze « Robotnik Polski » — są argumenty, wysuwane przeciwko tworzeniu armji polskiej!

« Armja polska mogłaby wzmocnić znaczenie endecji i na czele armji ostatnia mogłaby zaprowadzić w Polsce porządek — i dlatego należy być przeciwko tworzeniu armji polskiej, — oto z jakim głosem się spotykamy.

« Więc tak, więc jeśli dany czyn, zbawienny dla Ojczyzny, mógłby wzmocnić przeciwną partję, to należy przeciwko niemu wystąpić, należy raczej na zgubę Polskę narazić, niż dopuścić do wzmocnienia się nienawistnego sobie stronnictwa. Czy nie spostrzegają ci panowie, w jak bolesny sposób naigrawają się oni nad żołnierzem polskim, twierdząc, że da się on użyć jako narzędzie dla czyichkolwiek celów? Czy nie widzą, jaki straszny zarzut mu stawiają? Czy mają oni prawo podejrzewać polskiego żołnierza, że będzie czemkolwiek inne mu służył, niż Ojczyźnie, że da się on prowadzić na pasku partyjnym? Nie, zaprawdę, takich zarzutów im słać nie wolno. Nie wolno im rzucić żółdźwiołowi polskiemu w twarz obelgi, że istnieje dla niego inne przykazanie, niż dobro Ojczyzny. Jeśli ci panowie są demokratami, to niech pojmowanie dobra Ojczyzny zostawia 700 tys. żołnierzom polskim; w nich żyje polskie serce instynkt polski w nich jeszcze na szczęście nie zamarł.

« Dziś ani z łnierz polski, ani chłop polski, ani polski robotnik nie pozwolą na to, żeby ich prowadzić na manowce partyjny intryg. Interesy narodowe oni sami rozumieją.

Na szczególną uwagę zasługuje też artykuł p. t. « Jak należy rozumieć pokój bez aneksji i kontrybucji », w którym redakcja « Robotnika polskiego » demaskuje podstępny, tkwiący w tym programie pokojowym, egoizm polityki niemieckiej, usiłującej w terytorjalnem *status quo ante* utrwalić dawne zabory i wykreślić się od obowiązku odszkodowania zdewastowanej do szczytów, konającej pod butem niemieckim Belgji.

« Żądanie od Niemiec wynagrodzenia za zniszczenie, którego byli sprawcami, jest zupełnie słuszne i od tego należy zacząć, jeśli w przyszłości chcemy mieć trwały pokój. Nie można bowiem pozwolić, by przestępca mógł bezkarnie ofiarę swą krzywdzić.

« Innych kontrybucji żądać nikt nie powinien i nikt też dzisiaj nie żąda. Słuszne też jest hasło bez aneksji — jeśli pod aneksją należy rozumieć zabór cudzych ziem. Inaczej jednak sprawa się przedstawia, gdy chodzi o ziemie, które wróg poprzednio zagarnął i które nie są jego własnością. Oddanie tych ziem narodom, do których one należą, jest podstawowym wymaganiem sprawiedliwości i od tego odstąpić nie można, jeśli w Europie i świecie mają zapanować lepsze stosunki.

« Dzisiejsza wojna powinna być wojną o wyzwolenie narodów, po tej wojnie żaden naród nie powinien być skrzywdzony. »

Z wielką radością czytamy słowa powyższe, które dowodzą wielkiego rozsądku i rozumienia politycznego. Biada nam jeśli przed uzyskaniem niepodległości pograżymy się w walce partji na tle czysto społecznym. Robotnicy czy inteligenci, arystokraci czy mieszczanie, jeden tylko cel powinni mieć dziś w słowie i w myśli — to odzyskanie niepodległej ojczyzny, odbudowanie państwa polskiego w jego naturalnych granicach.

GLÓD W POLSCE

Bolesny ten temat wypełnia ciągle po brzegi czasopisma polskie. Oto relacje według « Naprzodu ».

« Na posiedzeniu delegacji finansowej Magistratu m. st. Warszawy w dn 4 czerwca, po konferencji żywnościowej z przedstawicielem władz okupacyjnych, zakomunikowano, co następuje:

« 1) P. Kries, w celu ewakuacji ludności, zgodził się przeznaczyć pociąg (ewent. pociągi), którym mająca być wysiedlona ludność z Warszawy bezpłatnie może być wywieziona.

« 2) Przez niemieckie ministerjum spraw zagranicznych zarządcywilny general-gubernatorstwa warszawskiego został zawiadomiony, że Holandia gotowa jest przyjąć na utrzymanie do siebie 6 albo 3 tysięcy dzieci z Polski. P. Kries dodał, że koleje pruskie mogą ofiarować bezpłatny przewóz dzieci.

« 3) Ludność w tanich kuchniach Warszawy ma być żywiona odtąd wyką.

« 4) Różnice ceny ziemniaków, które obecnie będą droższe, pokryje rząd okupacyjny.

« 5) Wschodnie powiaty mają być pazeznaczone dla zakupów żywności dla Warszawy

Tenże sam « Naprzód » donosi o zamierzonej ewakuacji stolicy Polski pod naciskiem głodu...

Austroniemcy zewakuowali nadewszystko środki żywności... a dzisiaj za żywnością zaczynają ewakuować ludność nieszczęsną. « Naprzód » z dnia 16 czerwca pisze dosłownie:

« Z Warszawy donoszą, iż, w odpowiedzi na memorjały, w sprawie aprowizacji stolicy — gen. gub. Beseler oświadczył między innemi:

« Co się tyczy udzielania magistratowi prawa swobodnego zakupu środków żywnościowych z całej okupacji niemieckiej, jest to niewskazaniem, ponieważ przy panującej szczupłości i zasobów, konsystujących w granicach gen. gubernatorstwa polskie i niemieckie wojsko, oraz ludność innych miast i okręgów przemysłowych narażona byłaby na niebezpieczeństwo. Wywóz środków żywnościowych z okupacji austriackiej jest przez tamtejsze gen.-gubernatorstwo wzbroniony. Wywóz środków żywnościowych z krajów neutralnych jest niemożliwym z tego powodu, że państwa, wobec blokady angielskiej, w dowożeniu mocno są ograniczone i wskutek tego prawie nie oddać nie mogą. Wywóz wszystkich środków żywnościowych z granic gen.-gubernatorstwa jest zabroniony i zakaz ten będzie ściśle przestrzegany. »

« Miasto postanowiło jeszcze raz przedstawić sprawę żywnościową p. v. Kriesowi, kierownikowi zarządu cywilnego w okupacji niemieckiej, a zarazem wydać odezwę, zachęcającą ludność do jak najliczniejszej ewakuacji, oraz za pośrednictwem arcybiskupa skłonić duchowieństwo do propagowania ewakuacji z ambon. »

GOTUJ SIĘ... GOTUJ !...

« Sokół Polski », organ Związku Sokolstwa Polskiego w Stanach Zjednoczonych, pisze pod powyższym tytułem:

« Najśmielsze sny i marzenia najgorętszych patriotów polskich, które do niedawna uważano powszechnie za złudę, za utopię, za rzeczy abstrakcyjne, nieuchwytnie, za bujną wyobraźnię poetyczną, oblekają się przed naszymi oczyma w szaty realne, przybierają kształty rzeczy wistotliwych.

« Spełniają się prorocтва Skargi, Miłkiewicza, Słowackiego, Krasieńskiego, Wernyhory i wielu innych marzycieli o potęgę przyszłych armii wstającej Polski. Spełniają się « sny o szpadzie » wielbicieli i miłośników walki o wolność.

« Jak na zakęcie czarodziejskie, budzą się z półtorawiekowego uśpienia pułki Bolesława, pułki Piasta, a wspaniałe i liczne ich kolumny, dyszące żądzą poświęcenia się za Naród, za szczęście i niepodległość przyszłych jego pokoleń, i za szczęście całej ludzkości — wstają liczne i potężne, jak z pod ziemi, by równocześnie od wschodu i zachodu uderzyć na tysiącletniego wroga Polki, zgnieść, złamać i w pr. ch zetrzeć w żelaznym uścisku jego zbrodniczą załogę, splamioną krwią milionów niewinnych i bezbronnych.

« Armja Polski Zjednoczonej i niepodległej wstaje od wschodu i zachodu i dąży na czele Orła i Pogoni z hasłem: « za naszą i waszą wolność » na ziemię świętą ojców naszych, by wyprzeć z niej wroga, by uczynić ją napowrót siedzibą narodu wolnego, potężnego i rycerskiego.

« I nie są to już Legjony Dąbrowskiego, skazane na długą tułaczkę, trudy i łanie krwi z

nadzieją i wbrew nadziei na obu półkulach świata, pod sztandarami wielkiego Napoleona. ale to prawdziwa, rzeczywista Armia Narodowa, tworząca się we Francji i Rosji za linją dwóch frontów bojowych, pod której sztandary zbiegają się Polacy ze wszystkich zakątków świata na ostateczny zwycięski bój z wrogiem.

« Wiadomości te o tworzeniu się armii polskiej na obu frontach bojowych wraz z wieścią domagania się Koła Polskiego w Wiedniu i Zjazdu przedstawicieli Galicji w Krakowie Polski Zjednoczonej i niepodległej od Karpat do Bałtyku, jak również o ustępowaniu ze stanowiska Rady Stanu, co stwierdza kategoryczne odmówienie Polaków okupacji niemiecko-austriackiej wstępowania do armii tworzonej przez Beselera i Hindenburga, stanowią moment niesłychanie doniosłego znaczenia dla całego naszego narodu, bo świadczą, że cały nasz naród, że wszyscy Polacy, jak jeden mąż, odrzucają wzgardliwe podstępne propozycje teutońskie, a natomiast stanowczo i bezwzględnie żądają wolnej i zjednoczonej Polski i żądania te popierają, gdzie to możliwe ostrzem bagnatów.

« Dziś jedna jest tylko wśród Polaków gdziekolwiek się oni znajdują orientacja — a t. j. walka na śmierć i życie z teutoństwem, dla sprawienia mu drugiego Grunwaldu, dla dokonania dzieła naszych przodków z przed 500 laty.

« Chwila decydująca nadeszła tedy i dla naszego Wychodźstwa w Ameryce w ogólności, a dla Sokolstwa w szczególności.

« Gotowaliśmy się, Druhowie, na taki moment dziejowy i z górą 25 lat zaprawialiśmy się w trudach pracy sokolej na żołnierzy-obywateli.

« Na moment taki oczekiwaliśmy długo z utęsknieniem i na samą myśl o nadejściu takiej błogiej chwili walczenia o niepodległość w szeregach armii polskiej ze łzami serdeczną rozczulenia ściskaliśmy w żyłastej dłoni zimną stal karabinu, poprzysięgając niejednokrotnie krwawą zemstę tyranom.

« Dziś chwila tego wymarzonego czynu nadeszła. Niedługo rozpoczyna się formować tu na ziemi wolnej Waszyngtona, pułki i dywizje polskiej armii pod sztandarem Orła i Pogoni.

« A zatem czuj duch, Sokole! Wici płomienne i radosne leć z za morza i zwołuj wierną Polskę działwę pod broń.

« Gotuj się tedy, kto żyw, w kim płynie krew polska, kto chce kroczyć śladami wielkich naszych wodzów i bohaterów.

« Gotuj się, Druhu Sokole, i formuj szybko i sprawnie szeregi, bo rozkaz niezadługo przyjdzie, by ruszać na Niemce.

« Wszystkie swary miejscowe, wszystkie względy osobiste, muszą ustąpić jednemu wielkiemu wysiłkowi bohaterskiemu — służbie Ojczyźnie.

« Hasło « Gotuj się! » niech leci od kolonii do kolonii polskiej i niech na jego czarowne zaklęcie wyrastają w szyku bojowym drużyny i hufce armii polskiej, gotowe każdej chwili do ruszenia na krwawą rozprawę. »

— Polska a dyplomacja szwedzka.

Ze Sztokholmu donoszą: Profesor historii na uniwersytecie prywatnym w Göteborgu, Helge Almquist, odjechał z końcem lutego do Petersburga, aby objąć godność radcy legacyjnego przy poselstwie szwedzkim. W kołach dobrze poinformowanych rozeszły się równocześnie pogłoski (podane zresztą przez *Dagens Nyheter* z 2 marca r. b.), że prof. Almquist ma przygotować się w Rosji do swych przyszłych obowiązków szwedzkiego posła w Warszawie. Trudno o lepszy wybór. Młody ten jeszcze uczony (ur. w r. 1880), krewny premiera Hammarskjölda, należał do najlepszych uczniów prof. Haralda Hjärnego. Poświęcił się badaniom nad dziejami bliskiego wschodu, opracowując zwłaszcza zmienne koleje stosunków między Szwecją i Rosją. Czyta z łatwością po polsku. W encyklopedji « Nordisk Familjebok » podał zwięzły rys historii polskiej, a w tomie ósmym zbiorowego dzieła « Väidskulturen » streścił dzieje literatury polskiej. Pod koniec ubiegłego roku wyszła jego obszerna monografia p. t. « Polityczny kryzys i elekcja króla w Polsce w roku 1587 ». (Göteborg 1916, stron 246) Pod względem politycznym należy prof. Almquist do stronnictwa konserwatywnego; na wiosnę 1914 wydał broszurę, popierającą plan zbrojeń Szwecji przeciwko Rosji.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU!

RODACY!

Bije godzina czynu dla rozproszonych dzieci polskich. Bije godzina, dla której nikt z nas pozostać nie może obojętny, bo wszyscy razem zważymy zaledwie tyle, ile trzeba, by wagi dziejowe wyrównały się wreszcie z poziomem sprawiedliwości.

Poznaliśmy że czas nastąpił po nieomylnem dla sumień naszych znaku: oto jedyne credo polskie — *Polska niepodległa i zjednoczona* — uznane zostało przez opinie świata. Wróciło do nas to hasło w potężnym głosie odrodzonej Rosji; wróciło z za Oceanu w gwiaździstym sztandarze Stanów Zjednoczonych; wróciło w pamiętym dekreście Rzeczypospolitej Francuskiej ustanawiając tu, poza Ojczyzną, pierwszy z krwi i ciała żywy jej symbol — Polską armję; wrócił do nas ten jedynie niemylny dogmat polskości w powszechnym głosie opinii publicznej, która w morzu krwi i huraganie śmierci ujrzała tę Polskę niepodległą a zjednoczoną jako *jeden z warunków upragnionego pokoju*.

Moment niepowrotnej wagi dziejowej wkłada na pokolenia nasze odpowiedzialność ogromnej miary. Mamy go tyni być czynem własnym męczeństwa i bohaterstwa Polski, pokładanej w nas ufności narodów.

RODACY!

Hasłu zjednoczonej wolnej Polski odpowiedzieć mamy przedewszystkiem tu, na obczyźnie jednością pracy i wolnem od wszelkiej zmyy sumieniem. Stańmy przy hasle tem *wolnej i zjednoczonej Polski* jedynie godnem dziś wszystkich naszych wysiłków poza krajem. Hasłu temu oddajmy wszystkie siły, osłómy je od wszelkiej napaści; poświęćmy mu w tym momencie wszelką osobistą lub zbiorową myśl, postawmy je nad głos interesu, koterji, partji, klasy, wyznania lub rasy — a po tym jedynym znaku poznajmy się jako prawe dzieci Polski.

Gdy hasło Polski niepodległej i zjednoczonej uznanem zostało w zasadzie przez opinie narodów — z kolei od nas samych, od naszej jedności, a więc siły, od współpracy naszej z tymi, którzy je uznali, zależy będzie przyspieszenie jego realizacji. Ta myśl powinna kierować każdym naszym krokiem.

ZWIĄZEK NARODOWY POLSKI

Polacy zamieszkali zagranicą wśród wolnych narodów, które uznały jedność i niepodległość Polski za warunek przyszłego pokoju, mają cel pracy wytknięty niemylnie w zasadach własnych i warunkach tejże pracy.

Zasady.

W podstawie pracy tworzącej się pod powyższem hasłem organizacji leży zasada niepodległej i zjednoczonej Polski od Karpat do Bałtyku, z wolnym dostępem do morza, z Wisłą polską od źródła do ujścia. Przy tem, czując się zawsze w braterskim związku z narodami, które tworzyły wraz z nami Rzeczypospolitą, przyznajemy im prawa do narodowego bytu, dążąc zarazem do odnowienia przymierza z nimi na podstawie wzajemnego uznania praw. W dążeniach tych wreszcie wszystkó, co wkracza w dziedzinę przyszłego ustroju wewnętrznego państwa i społeczeństwa niepodległej i zjednoczonej Polski, uznajemy za sprawę, której rozstrzygnięcie spoczywa jedynie w rękach samego narodu polskiego zapomocą przyszłej Konstytuancy, zgromadzonej na podstawach najszerzej demokratycznych.

Cel.

Celem na tych zasadach zawazanego Związku Narodowego Polskiego jest:

- 1) Zgromadzenie Polaków na obczyźnie dla pracy nad urzeczywistnieniem niepodległej i zjednoczonej Polski;
- 2) Zorganizowanie pracy tej w związku z interesem Polski, jako czynnika międzynarodowego, a więc łącząc wedle możności wszystkich Polaków bez różnicy płci, wyznania lub pochodzenia w kompetentne organy dokoła wyżej wymienionego hasła.
- 3) Zespolenie tej i tak pojętej pracy Polaków na obczyźnie z dążeniami społeczeństw, które, uznając hasło Polski niepodległej i zjednoczonej, tem samem dały nam stanąć w szeregu aljantów dla wspólnej walki aż do zwycięstwa wspólnego programu.

Rodacy!

Z kraju objętego z kranica w kraniec przemocą najazdu woła do nas o taką pracę jedyny nieskrępowany głos, głos sumienia narodu, wyrażającego się w protestach robotników, w bezrobociu młodzieży, w oświadczeniu jednomyślnem Sejmu Galicyjskiego, w groźnym poszumie żołnierzy polskich, w tragicznem *non possumus* Rady Stanu. O Polskę wolną a zjednoczoną woła ten głos. Usłyszmy wołanie, stańmy w szeregach!

Henryk Abczyński.
Dr. Bienaimé-Dewojno.
Józef Budkiewicz.
Alfred Budzyński.
Władysław Cieszkowski.
Edmund Denizot.
Jan Dereziński.
Franciszek Doliński.
Piotr Faliński.
Wacław Gąsiorowski.
Bolesław Godek.
Józef Hegner.

Andrzej Kukucz.
Józef Kukucz.
Stanisław Piestrak.
Antoni Potocki.
Bronisław Rotsztat.
Karol Smolski.
Władysław Szrednicki.
Antoni Szawklis.
Ks. Jan Więckowski.
Kazimierz Woźnicki.
Iza Zielińska.
Zdzisław-Kowalski.



NEKROLOGJA

† W Piotrogradzie, zmarł b. kapelmistrz warszawskiej orkiestry filharmonicznej, Ignacy Cielewicz. Zdolny i ceniony muzyk ś. p. Cielewicz studia muzyczne odbywał pod kierunkiem Noskowskiego i Kątskiego w Warszawie. Powołany na stanowisko dyrygenta warszawskiej orkiestry filharmonicznej urząd ten sprawował w przeciągu dłuższego czasu, wykazując dużo energii i inicyjatywy. Jako kierownik klasy orkiestrowej w warszawskim konserwatorium, dzięki swej umiejętnej i wyteżonej pracy, zdołał rozbudzić zamiłowanie do sztuki wśród młodzieży polskiej, która go obdarzała uznaniem i zaufaniem, powołując na prezesa Związku warszawskich muzyków. Wojna światowa przerwała go do Piotrogradu, gdzie skończył swój pracowity żywot.

† W Wilnie zmarł Stanisław Montwiłł jeden z najstarszych przedstawicieli ziemiaństwa polskiego na Litwie:

Urodzony w r. 1843, z ojca Stan. i matki A. Dowgiałłówny, z rodziny poważanej i znanej w kraju całym, kształcił się w uniwersytecie Moskiewskim i Krakowskim, agdy nastał r. 63 wrócił do kraju, gdzie był komisarzem dwóch województw litewskich, następnie zaś wstąpił do szeregów powstańczych, pod wodzą Z. Sierakowskiego, był w bitwie pod Modiekami raniony, lecz zawdzięczając stosunkom pozostał w kraju.

Ś. p. Montwiłł był charakteru twardego i śmiałego w swych sądach, a będąc powagą moralną nie przebaczał nikomu zapomnienia o swych obowiązkach, bo i sam takowe pełnił zostając ciągle na postudze obywatelskiej. W cichości zaś, w ukryciu, dawał zapomogi uczącej się młodzieży, tworzył stypendja, zakładał domy ochrony i miłosierdzia i t. p.

† W Piotrkowie, zmarł w tych dniach ks. Stanisław Rutkiewicz, powstaniec z 1863 roku. Jako młody seminarzysta wstąpił on do oddziału Langiewiczza i walczył do ostatka. Po tułaczce osiadł, jako proboszcz, w Buczku, w ziemi Sieradzkiej, gdzie przebył długie lata. Ostatnio przeniesiony do pobliskich Kwiatkowic, zmarł tamże. Pogrzeb odbył się w Buczku przy licznych współudziale włościan, ziemiaństwa i duchowieństwa.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym lipca proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

KRONIKA PARYSKA

◊ Kolonje wakacyjne dziatwy polskiej.

Za dni kilka trzeba już wysłać dzieci na wolne powietrze, Wydział Sokoła paryskiego, który roztacza opiekę nad dziatwą, pragnie aby dziatwa mogła jaknajliczniej i jaknajdłużej korzystać ze wczasów; lecz na ziszczenie tego pragnienia potrzebne są środki, o które, z powodu długotrwałej wojny, bardzo dziś trudno. Aby więc temu, chociaż w części zaradzić Wydział, a raczej sekcja Opieki nad dziatwą, urządziła tombolę artystyczną.

Grono artystów już nadesłało szereg wartościowych fantów, za ich przykładem pójdzie niezawodnie cała masa rodaków, bacząc na doniosłość celu społecznego, o który chodzi w danym razie.

Bilety na tombolę, w cenie jednego franka, są

do nabycia w lokalu przy ul. boulevard Montparnasse; u pani J. Lipkowskiej, 128, boul. Haussmann oraz w Administracji « Polonii ». Ciągnięcie odbędzie się w dniu 19 lipca, we czwartek.

Uwagze naszych Czytelników polecamy gorąco sprawę wczasów letnich dziatwy polskiej.

Przyczyniajcie się do dzieła zbiorowego bądź przez nadsyłanie fantów, bądź przez zakup biletów na tombolę.

◊ Odpowiedź p. Gasztowtowi.

Szanowny p. profesor czyni nam wielki zaszczyt, albowiem w ostatnim « Biuletynie Polskim » cytuję Pan nasze pismo aż w dwóch miejscach różnych. Sprostowaniu kilku drobnych niedokładności, jakie wkradły się do naszego sprawozdania z obchodu w Montmorency, a raczej tylko do tego ustępu sprawozdania, który dotyczył Pańskiego przemówienia na bankiecie w « Hôtel de France », poświęca Pan cztery stronicę druku zgóra. Przyznajemy, że przy tej okazji publikuje Pan dość ciekawy dokument z epoki 1877 r., ale w każdym razie wygląda to nieco śmiesznie, bo w gruncie rzeczy chodzi Panu tylko o omyłkę co do wieku Pańskiego.

Następnie Szanowny Pan ironizuje, że zwykłą sobie zgryźliwością, na temat naszej « hałaśliwej » manifestacji, aby potem z powagą i patosem moralizować na temat « ne nous emballons pas ». Trudno, proszę Pana, czas wszystko zmienia, więc nawet i charakter manifestacji. Cieszyć by się wypadało jeśli ta zmiana odbywa się w dodatnim kierunku tak, jak to miało miejsce ostatnio. Gdy roku zeszłego podjęliśmy się organizacji obchodu, zaznaczyliśmy wyraźnie, że ponieważ Biblioteka Polska zniewolona była zaniechać należnego jej przewodnictwa, przeto « czasowo » ją zastąpimy. A więc, podobnie jak w tym roku tak i w przeszłym, my zorganizowaliśmy obchód w Montmorency, a nie ksiądz Perié, jak Sz. Pan twierdzi. W tej kwestji radzimy Sz. Panu przeczytać swój własny « Biuletyn » z m. czerwca roku zeszłego: sam Pan tam pisze co innego. Mamy prawo przypuszczać, że bez nas uroczystość w Montmorency może wcale by się nie odbyła, albo w najlepszym razie przeszła by znów niepostrzeżenie dla społeczeństwa francuskiego, dla olbrzymiej części « kolonji », a może nawet i dla « emigracji ».

◊ Amatorskie Kołko Robotnicze.

Otrzymujemy sprawozdanie kasowe z wieczoru urzędzonego przez Amatorskie Kołko Robotnicze 23 ub. miesiąca. Dochód ogólny wynosi 1.347 fr. w czem ze sprzedaży biletów osiągnięto 1.267 fr., ze sprzedaży programów — 45 fr. 50 ct. i z bufetu 34 fr. 50 ct. Rozchody ogólne wyniosły 477 fr. 45 ct. więc czysty dochód z wieczoru = 869 fr. 55 ct. Z sumy tej złożono w kasie Tow. Prac. Kol. Polskiej 100 fr., na wydatki kółka zatrzymano 69 fr. 55 ct., oraz pozostałe 700 fr. złożono na rzecz ofiar wojny w Polsce na ręce delegata generalnego Komitetu z Vevey.

Kółko składa serdeczne podziękowania tym, którzy dopomogli do tak znakomitego rezultatu.

◊ W Towarzystwie Artystów Polskich

Pomimo, iż pogoda niedopisała, publiczność stawiała się licznie na otwarcie nowego roku działalności T-wa w niedzielę 1 lipca.

Zagaił zebranie prezes nowoobranego zarządu, dr. Włodzimierz Bugiel, przemówieniem o chwili obecnej, o konieczności zrzeszania się i o doniosłości T-wa jako placówki artystycznej i kulturalno-narodowej. Potem p. Zygmuntowa Czernowa odczytała kilka własnych utworów poetyckich, które zebrani gorąco okłaskiwali.

Zakończył dr. Bugiel rzeczowym odczytem « O pieśniach weselnych w polskiej poezji ludowej ».

Siedziba T-wa odnowiona została dzięki PP. Brandlowi, Czerwińskiemu, Lewandowskiemu, Mondralowi, Tkaczewskiemu i Zawadzkiemu. Z okazji otwarcia T-wa wystawione zostały prace pp. PP. Bałzukiewicza, Olgi Boznańskiej, Brandla, Ciołkowskiego, Wandy Chelmońskiej, Czerwińskiego, Halickiej, Mondrala, Rubzaka, Tkaczewskiego i Zawadzkiego.

W niedzielę, 15 lipca, o godz. 4 pp. odbędzie

się podwieczorek artystyczno-literacki. W części muzyczno-wokalnej udział weźmie, między innymi, artysta p. Alfred Lubelski.

◊ U św. Kazimierza.

W niedzielę, dnia 8 lipca, o godz. 3 i pół pp., w instytucji św. Kazimierza (119, rue du Chevaleret) odbędzie się popis dzieci. Między innymi afraekjami będzie odtaczony krakowiak w kostjumach. Siostra przełożona zaprasza wszystkich rodaków na tę uroczystość.

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści, nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES
KUPUJE: PERŁY, — DROGIE KAMIEŃ —
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —
PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Téléph: CENTRAL, 90-10
MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART
J. BAUER
ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK
S. BESTER
• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ wydawnictwo kart pocztowych, bromowych — studjów akademickich; próby wysyła za zaliczeniem.
88, RUE DAMRÉMONT, PARIS

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —
(Właściciel: **Edm. DENIZOT**)
polecają:
WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.
Cenniki na żądanie darmo i oplatnie
Adres: **E. DENIZOT**
Grandes Pépinières — MEAUX
(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES
E. FISCH
48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères
6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)
Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.
Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.
Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane 4 fr. 50 cent.
Wysyłka pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU
PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.